GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1883 — ROMA — MERCOLEDÌ 8 AGOSTO — NUM. 185

ASSOCIAZIONI.

Gazzetta Ufficiale:	Anno	Sem.	Trim.
In Roma	L. 32	17	9
In Roma a domicilio e in tutto il Regno	» 36	19	10
Gazzetta Ufficiale coi Rendiconti stenografati del Parlamento:			
In Roma	L. 40	21	11
In tutto il Regno	» 48	25	13

Per l'estero aggiungere le spese postali. — Un numero separato in Roma cent. 10, pel Regno 15. Un numero arretrato costa il doppio.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per linea di colonna o spazio di linea.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono dall'AMMINISTRAZIONE (*Uffizio dell'Economato del Ministero dell'Interno*) e dagli Uffizi postali del Regno. — Le associazioni decorrono dal 1° d'ogni mese.

DIREZIONE: ROMA, piazza Madama, n° 17, piano 1°

PARTE UFFICIALE

Il Presidente della Repubblica dell'Uruguay inviò da Montevideo a S. M. il Re un telegramma, con cui, in termini di calda simpatia per l'Italia, si associa in nome del suo popolo al lutto per il disastro d'Ischia; Sua Maestà ha risposto manifestando quanto sia tornata gradita al suo cuore questa dimostrazione di amicizia, che dal popolo italiano venne accolta con riconoscenza, siccome nuovo pegno del fraterno affetto che unisce i due paesi.

ORDINE DELLA CORONA D'ITALIA

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:*

Sulla proposta del Ministro della Pubblica Istruzione:

Con decreto del 15 marzo 1883:

A cavaliere:

Lucioli Bartolomeo, commerciante nella città di Yquitas (Perù).
Corcos Augusto, di Livorno.
Vassallo Luigi Arnaldo, letterato.
Timolati sacerdote don Andrea, già professore nella Regia Scuola normale maschile di Lodi.
Voglino teologo don Carlo, delegato scolastico di Ciriè.
Sgherlino Francesco, di Settimo Torinese.
Sinì Filadelfo, pittore in Firenze.
Bellio Giovanni, prof. nella R. Scuola tecnica di Vicenza.
Martemucci Emidio, prof. nella Scuola superiore di medicina veterinaria in Napoli.

Di Suo motoproprio:

In udienza del 13 maggio 1883:

A commendatore:

Gabetti cav. Carlo, architetto capo del municipio di Torino.

A cavaliere:

Franchi Verney della Valletta conte Ippolito.
Sampietro Francesco, prof. nella R. Accademia Albertina di belle arti in Torino.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **1523** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data al trattato di commercio e di navigazione fra l'Italia e il Montenegro, firmato a Cettigne il 16|28 marzo 1883, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 2 agosto successivo.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Napoli, addì 2 agosto 1883.

UMBERTO.

MANCINI.
A. MAGLIANI.
BERTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* SAVELLI.

TRAITÉ *de commerce et de navigation entre le Royaume d'Italie et la Principauté de Monténégro.*

S. M. le Roi d'Italie et S. A. le Prince de Monténégro, désirant placer sur une base satisfaisante les relations commerciales entre les deux Etats, ont dans ce but résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

S. M. LE ROI D'ITALIE

M. César Durando, officier de Ses Ordres des Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son Chargé d'affaires près la Cour de Monténégro; et

S. A. LE PRINCE DE MONTÉNÉGRO

Le Voyévode Stanko Radonitch, Gran Cordon de l'Ordre du Prince Danilo Premier, son Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord et ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de la plénitude des droits civils comme les nationaux.

Les sujets italiens au Monténégro, et les sujets monténégrins dans le Royaume d'Italie, y jouiront par conséquence du même traitement que les nationaux sous le rapport de l'acquisition, de la possession, de l'aliénation d'immeubles, et de toute charge sur les immeubles, sous le rapport de l'accès aux Tribunaux, de la poursuite et de la défense de leurs droits, des visites domiciliaires à leurs domiciles, leurs fabriques, leurs magasins ou leurs boutiques, et en tout ce qui regarde l'exercice du commerce et de l'industrie et les impôts, taxes et contributions de toute espèce, générales, municipales et locales.

En outre, ils seront dispensés de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, la garde nationale ou la milice. Ils seront de même exempts de toute contribution en argent ou en nature imposée comme compensation pour le service personnel, et en dernier lieu de toute prestation et réquisition militaire, ainsi que de toutes fonctions judiciaires ou municipales quelconques.

Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail, et les prestations et requisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. 2. Les produits et manufactures, ainsi que toutes les marchandises, provenant du Royaume d'Italie, qui sont importés au Monténégro, et les produits et manufactures, ainsi que toutes les marchandises, provenant du Monténégro, qui sont importés dans le Royaume d'Italie, destinés à la consommation, l'entrepôt, la réexportation ou le transit, seront traités de la même manière, et spécialement ne seront assujettis à aucunes taxes ou droits additionnels généraux, municipaux et locaux, autres ou plus élevés que les produits, les manufactures et les marchandises de toute tierce puissance la plus favorisée sous ce rapport, excepté en ce qui concerne les facilités spéciales qui ont été ou qui pourront être concédées par le Monténégro aux Etats voisins, par rapport au trafic en manufactures et produits locaux entre leurs districts frontiers limitrophes. Aucun droit autre ou plus élevé ne sera prélevé dans le Royaume d'Italie, sur l'exportation d'aucune marchandise du Monténégro, ni au Monténégro sur l'exportation d'aucune marchandise du Royaume d'Italie, que ceux qui pourront être perçus sur l'exportation des mêmes marchandises dans un tiers pays le plus favorisé sous ce rapport.

Aucune des Parties contractantes n'établira à l'égard de l'autre une prohibition contre l'importation, l'exportation, ou le transit, qui dans les mêmes circonstances ne serait pas applicable à tout tiers pays le plus favorisé sous ce rapport.

De même, pour tout ce qui concerne les droits locaux, les formalités de douane, le courtage, les dessins de fabrique ou les échantillons introduits par les commis voyageurs, ainsi que toutes les autres affaires commerciales, les sujets italiens au Monténégro et les sujets monténégrins dans le Royaume d'Italie jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Toutes les marchandises d'origine ou de manufacture italienne seront importées au Monténégro libres de tout droit ou taxe, à l'exception seulement des droits qui seront perçus pour le factage quand ce service est fait par les employés de la douane, ou pour le pesage public, ou pour le maintien et l'amélioration des quais ou des bâtiments de la douane; et toute réduction de ces taxes qui pourra être accordée aux prodoits ou manufactures de toute tierce puissance, sera étendue immédiatement et sans conditions aux mêmes articles d'origine ou de manufacture italienne.

Le Gouvernement monténégrin se réserve cependant la faculté de prélever un droit d'entrée sur les produits du Royaume d'Italie, lorsqu'il jugera le moment opportun.

Toutefois le Gouvernement monténégrin s'oblige à donner avis préalable au Gouvernement italien de cette décision six mois avant son entrée en vigueur, et s'engage en outre à ce que le montant d'un tel droit n'excède pas 8 pour cent *ad valorem.*

De même le Gouvernement monténégrin s'engage de ne pas percevoir de pareils droits que quand ils sont applicables aux manufactures et produits similaires de tout autre pays étranger.

Les articles suivants sont exceptés du droit de libre entrée dans le Monténégro, savoir: les armes de toute espèce, poudre à canon et autres matériaux explosibles, munitions de guerre, le sel, le salpêtre, le soufre, le tabac.

Les produits susmentionnés seront assujettis au Monténégro aux mêmes conditions que les produits similaires de toute autre tierce puissance la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 4. Les droits *ad valorem,* qui pourraient être prélevés au Monténégro sur les marchandises d'origine ou de manufacture du Royaume d'Italie, seront calculés sur la valeur de l'objet importé au lieu de production ou de fabrication, en y ajoutant les frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation au Monténégro jusqu'au port de décharge ou lieu d'entrée.

Pour la perception de ces droits l'importateur remettra à la douane une déclaration écrite indiquant la valeur et la nature des marchandises importées. Si la douane était d'avis que la valeur déclarée est insuffisante, elle pourra garder les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré, c'est-à-dire la valeur de l'objet importé au lieu de production ou de fabrication augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires à l'importation au Monténégro, jusqu'au port de décharge ou lieu d'entrée, et de 5 0|0 additionnels.

Ce paiement, ainsi que le remboursement de tout droit acquitté par les dites marchandises, auront lieu dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Les marchandises non accompagnées de la dite déclaration ne seront pas admises au bénéfice de payer les droits *ad valorem* stipulés par le présent traité, mais seront assujetties aux droits spécifiques ou autres décrétés par le Gouvernement Monténégrin.

Art. 5. Le Gouvernement Monténégrin se réserve le droit de limiter, d'accord avec la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie, à certaines localités les douanes par lesquelles les marchandises assujetties aux droits *ad valorem* pourront être introduites au Monténégro.

Le Gouvernement monténégrin se réserve de même le droit d'exiger de l'importateur qu'il produise à l'introduction au Monténégro des marchandises, outre la déclaration de la valeur, un des documents suivants, laissé à son choix: 1° Une déclaration de valeur dressée par devant le magistrat du lieu de production de la marchandise; 2. Un certificat de valeur délivré par la Chambre de commerce du lieu de production; 3° Une déclaration de valeur dressée par devant le consul monténégrin du lieu le plus proche. La taxe à percevoir par le dit consul pour la délivrance de cette pièce ne pourra excéder lires italiennes 6 25 (2 florins 50 kr.).

Art. 6. Le Gouvernement monténégrin ouvre aux produits et manufactures du Royaume d'Italie tous ses ports, ses havres et tous les debarcadères et quais de ses rivières et autres eaux où le débarquement de la marchandise est permis, et toutes ses douanes en franchise de tout droit ou impôt de douane, mais sans porter atteinte aux stipulations des articles 3, 8 et 11 de ce traité.

Art. 7. Si l'une des Parties contractantes établit un droit d'accise, c'est-à-dire un droit intérieur sur un produit quelconque du sol ou de l'industrie nationale, un droit compensateur équivalent pourra être perçu sur les produits similaires importés du territoire de l'autre Puissance, pourvu que le dit droit compensateur soit perçu sur les produits similaires à leur importation de tout autre pays étranger.

Dans le cas de réduction ou suppression des droits d'accise, c'est-à-dire des droits intérieurs, une réduction équivalente ou suppression sera en même temps opérée sur le droit compensateur prélevé sur les produits d'origine italienne ou monténégrine selon le cas.

Art. 8. Toute faveur et immunité qui a été ou qui sera accordée par l'une des Parties contractantes aux sujets, ou au commerce d'une tierce puissance, sera accordée simultanément et sans conditions à l'autre, excepté en ce qui concerne les facilités spéciales qui ont été ou qui pourront être accordées plus tard par le Monténégro aux Etats voisins par rapport au trafic local entre deux districts frontiers limitrophes d'après la définition de l'art. 2.

Art. 9. Les sujets italiens au Monténégro, et les sujets monténégrins dans le Royaume d'Italie, jouiront des mêmes droits que les nationaux ou de ceux qui sont présentement accordés ou qui pourront être accordés à l'avenir aux sujets de toute tierce puissance la plus favorisée sous ce rapport pour tout ce qui concerne la propriété, soit des marques de commerce ou autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des marchandises, soit des modèles ou dessins de fabrique.

Il est entendu que toute personne qui veut obtenir la dite protection doit se conformer aux formalités requises par les lois des pays respectifs.

Art. 10. Il est convenu que, en ce qui regarde les frais de transport et toute autre facilité, les marchandises italiennes transportées sur les chemins de fer monténégrins ou sur les chaussées construites par l'Etat au Monténégro, et les marchandises monténégrines transportées sur les chemins de fer italiens seront transportées exactement de la même manière que les marchandises de toute autre nation la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 11. Les navires italiens et leurs cargaisons au Monténégro, et les navires monténégrins et leurs cargaisons dans le Royaume d'Italie, à leur arrivée d'un port quelconque, et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports du même traitement et seront soumis aux mêmes lois et règlements maritimes et sanitaires que les navires nationaux et leurs cargaisons.

Toute faveur ou exemption, ou tout autre privilège en fait de navigation, que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce puissance sera immédiatement et sans conditions étendu à l'autre Partie.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas, pour ce qui concerne l'Italie, au commerce de cabotage, à l'égard duquel le Gouvernement italien s'engage seulement à faire jouir les navires monténégrins, à charge d'une parfaite réciprocité, du même traitement qui est accordé aux navires de la nation la plus favorisée.

Art. 12. Les bateaux de pêche italiens auront le droit d'exercer leur industrie le long des côtes du Monténégro sur le même pied que les bateaux du pays, en se soumettant aux règlements en vigueur sur la pêche.

Le Gouvernement italien s'engage de son côté à admettre les bateaux de pêche monténégrins à l'exercice de la pêche dans ses eaux dans la même mesure et sous les mêmes conditions que les bateaux de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 13. Tout navire qui en conformité des lois italiennes doit être considéré comme navire italien, et tout navire qui en conformité des lois du Monténégro doit être considéré comme navire monténégrin, sera pour l'application du présent traité considéré réciproquement comme navire italien et monténégrin.

La méthode anglaise (système Moorsom) étant en vigueur tant en Italie qu'au Monténégro pour le jaugeage des bâtiments, les navires appartenant à l'un des deux Pays ne seront assujettis, dans les ports de l'autre, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, le tonnage net de registre inscrit sur les papiers de bord étant considéré comme équivalent au tonnage net de registre des navires nationaux.

Art. 14. Chacune des Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, viceconsuls, et agents consulaires pour résider dans les villes et ports des Puissances contractantes, où les agents consulaires de ces diverses dénominations de la nation la plus favorisée ont obtenu ou pourront obtenir l'autorisation de résider. Ces agents consulaires n'entreront cependant pas en fonctions avant d'avoir été reconnus et admis dans la forme habituelle par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. Ils auront le droit, à charge de réciprocité, d'exercer les mêmes fonctions et de jouir des mêmes privilèges, exemptions et immunités que les agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Les consuls généraux, consuls, viceconsuls et agents consulaires de chacune des Parties contractantes, qui résideront dans le territoire de l'autre, recevront de la part des autorités locales toute l'assistance qui pourra leur être accordée d'après la loi pour la remise des déserteurs, non esclaves, des navires marchands de leurs pays respectifs.

Art. 16. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux Pays qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre seront dirigées exclusivement par les consuls généraux, consuls, viceconsuls et agents consulaires du pays respectif. Les autorités locales seront obligées de leur donner immédiatement avis du sinistre, de prendre jusqu'à leur arrivée les mesures de protection et de conservation urgentes et de leur prêter, dans la suite, toute l'assistance nécessaire, et elles auront aussi le droit d'intervenir pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées; sans que leur concours dans ces différents cas puisse toutefois donner lieu à la perception de frais autres que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, viceconsuls et agents consulaires du pays respectif.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente sera de droit.

Art. 17. En cas de désaccord sur l'interprétation ou sur l'exécution des dispositions stipulées dans le présent traité, lorsqu'on aura épuisé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une Commission d'arbitres, et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre Partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute autre opération, un dernier arbitre. La procédure arbitrale, si les Parties ne la détermineront pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la Commission même des arbitres.

Art. 18. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Cettigné le plus tôt que faire se pourra après sa signature. Il sera mis en exécution immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant dix ans à partir de cette date. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aura fait notifier douze mois avant l'expiration de la dite période de dix ans son intention d'en faire cesser les effets, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes en fera la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs chancelleries.

Fait à Cettigné, le seize-vingthuit mars mil huit cent quatre vingt trois.

(*L. S.*) C. DURANDO. (*L. S.*) V. S. RADONITCH.

Protocole du 16ꞁ28 mars 1883.

Les soussignés Plénipotentiaires de S. M. le Roi d'Italie et de S. A. le Prince de Monténégro, s'étant réunis en conférence pour mieux fixer le sens et la portée de quelques clauses contenues dans les articles 2, 3 et 8 du traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Monténégro, sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes:

I. Seront considérés comme districts frontiers, aux effets des dispositions contenues aux articles 2 et 8 du traité, les territoires du Monténégro et des Etats limitrophes qui sont compris dans les limites d'une zone de cinq kilomètres le long de la frontière, et le traitement privilégié dont il est question ne pourra s'appliquer dans les dits articles qu'aux produits ci-après énumérés, originaires de ces territoires:

1° Gros et petit bétail;
2° Porcs;
3° Peaux et cuirs tannés et non tannés;
4° Viande sèche et fumée;
5° Poisson fumé, salé et frais;
6° Céréales et produits alimentaires;
7° Foin;
8° Laine;
9° Laitage;
10° Soumac;
11° Pyrétrum;
12° Miel et cire;
13° Draps et tissus indigènes;
14° Vins indigènes;
15° Huile d'olives;
16° Bois de construction et de chauffage et charbon de bois;
17° Tuiles et briques;
18° Goudron et poix;
19° Feuilles de laurier;
20° Sauge; et
21° Vers à soie, cocons et fils de soie.

II. La taxe intérieure de 4 0ꞁ0 maintenant en vigueur au Monténégro sur la vente des produits et manufactures étrangères ne pourra être augmentée, et toute réduction de la même taxe qui pourra être accordée aux produits et manufactures de toute tierce puissance sera étendue immédiatement et sans conditions aux articles d'origine ou de manufacture italienne; et elle cessera entièrement de leur être applicable aussitôt que le Gouvernement du Monténégro fera usage de la faculté qu'il s'est réservé dans l'alinéa 3 de l'article 3 du traité, savoir: de prélever sur les mêmes articles un droit d'entrée qui n'excède pas 8 0ꞁ0 *ad valorem*.

Les déclarations qui précèdent seront considérées et mises en vigueur comme parties intégrales du susdit traité, et seront ratifiées en même temps.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent protocole, qu'ils ont revêtu du sceau de leurs chancelleries.

Fait à Cettigné, le seixe-vingt huit mars mil huit cent quatre vingt trois.

(*L. S.*) C. DURANDO. (*L. S.*) V. S. RADONITCH.

Il Numero **1521** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 346 e 364 della legge 20 marzo 1865, n. 2248 (allegato 7°), sulle opere pubbliche;

Visto l'articolo 16 della legge 22 aprile 1869, n. 5026, sull'amministrazione dello Stato e sulla Contabilità generale;

Inteso il Comitato delle armi di artiglieria e genio;

Inteso il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra, fatta d'accordo col Ministro Segretario di Stato per le Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È approvato l'unito regolamento, visto d'ordine Nostro dal Ministro Segretario di Stato per la Guerra, circa l'esecuzione dei lavori di competenza del genio militare.

Art. 2. Sono abrogate le disposizioni ora vigenti, in quanto vengano modificate dal presente regolamento.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 luglio 1883.

UMBERTO.

FERRERO.

A. MAGLIANI.

Visto, *Il Guardasigilli:* SAVELLI.

Il Numero **1522** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la legge 2 luglio 1882, n. 883 (Serie 3ª), che instituisce nel Regno il Tiro a segno nazionale;

Ritenuto che nella stampa di detta legge venne erroneamente diviso in due l'articolo 4, separando il capoverso che comincia colle parole: *La Società è rappresentata, ecc.*, colla intestazione di: *Articolo 5;*

Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per gli affari dell'Interno e della Guerra, di concerto col Ministro Guardasigilli,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il testo della legge 2 luglio 1882, n. 883 (Serie 3ª), è ristabilito come segue:

Art. 1. È istituito nel Regno il Tiro a segno nazionale, allo scopo di preparare la gioventù al servizio militare, e di promuovere e conservare la pratica nelle armi in tutti coloro che fanno parte dell'esercito permanente e delle milizie.

Art. 2. Il Tiro a segno nazionale sarà sotto la Direzione del Ministero della Guerra per la parte tecnica, e del Ministero dell'Interno per la parte amministrativa.

Art. 3. In ogni capoluogo di provincia sarà costituita una Direzione del Tiro a segno provinciale, composta del prefetto della provincia, presidente, del sindaco del capoluogo, del comandante del distretto militare, o, mancando questo, del comandante il presidio, di un ufficiale della milizia mobile, ovvero della milizia territoriale, di due membri nominati dal Consiglio provinciale, e di un membro nominato dal Consiglio municipale.

Art. 4. In ogni capoluogo di provincia o di mandamento potrà essere istituita una Società di tiro a segno nazionale, quando sui ruoli di inscrizione si abbiano almeno 100 tiratori.

La Società è rappresentata ed amministrata da una presidenza locale composta di 5, 7 o 9 membri, secondo che il numero degli iscritti è inferiore a 200 a 400, o superiore a quest'ultima cifra. Fanno parte della presidenza il sindaco del comune, e sempre, dove vi sieno, un ufficiale dell'esercito o della milizia territoriale.

Art. 5. Tutti i cittadini che abbiano compiuto il 16° anno di età possono essere iscritti nei ruoli del Tiro a segno nazionale, purchè presentino un certificato di buona condotta del rispettivo sindaco, simile a quello richiesto per l'arruolamento dei volontari nell'esercito.

Per i minorenni occorre l'atto di consenso dei genitori o tutori.

Art. 6. In ciascuna sede di un Tiro a segno nazionale si stabiliranno tre ruoli differenti, corrispondenti a tre riparti, in cui andranno divisi i tiratori, cioè:

1° Riparto: Scuole per i giovani frequentanti le scuole, Istituti od Università che non hanno peranco concorso alla leva;

2° Riparto: milizia, per tutti gli iscritti nello esercito permanente o nelle milizie;

3° Libero a tutti i cittadini.

Ogni tiratore che si fa iscrivere nei ruoli di tiro a segno paga una tassa annua di lire 3.

Art. 7. Sono esenti dal pagamento della tassa coloro che presentano legale certificato di indigenza, rilasciato dal municipio del comune in cui hanno domicilio.

Tale certificato esenta pure dal pagare le munizioni gli iscritti del secondo riparto (milizia).

Art. 8. I tiratori che provino di avere per due anni frequentato il Tiro a segno nazionale, secondo le norme da stabilirsi per regolamento, godono i vantaggi seguenti nell'applicazione della legge di leva, cioè:

a) Totale esenzione della istruzione cui potessero essere chiamati se appartenenti alla 3ª categoria;

b) Totale o parziale esenzione dalla istruzione se appartenenti alla 2ª categoria.

Gli individui dell'esercito permanente in congedo illimitato sono esentati dai richiami per istruzione quando provino di avere frequentato il Tiro a segno nelle su espresse condizioni.

Art. 9. I giovani aspiranti al volontariato di un anno, ovvero al ritardo alla chiamata sotto le armi, non possono ottenere questi vantaggi, se non dimostrino di avere frequentato per un anno almeno il Tiro a segno nazionale, secondo le norme da fissarsi per regolamento. Questa condizione non si esige dai giovani domiciliati in località dove non siavi tiro a segno istituitovi almeno da due anni.

Art. 10. Le tasse annuali di cui all'articolo 6 saranno riscosse in un'unica rata, colle norme fissate per la esazione delle imposte dirette.

Art. 11. All'impianto dei tiri a segno ed alla costruzione dei bersagli, dove ancora non esistono, si provvederà quando non provvedano i contributi spontanei dei cittadini, mediante concorso nelle spese, dal Governo, dalle provincie e dai comuni.

Art. 12. Sul bilancio del Ministero dell'Interno sarà annualmente iscritto e determinato l'assegno sul concorso governativo, per l'impianto del Tiro nazionale. Una quota ragguagliata al quinto della spesa sarà a carico della provincia, e per un altro quinto a carico dei comuni.

Art. 13. Alle spese di esercizio dei tiri sarà provveduto:

a) Colla tassa di cui all'articolo 6;

b) Col prezzo delle munizioni pagate dai tiratori al costo;

c) Colle offerte dei cittadini;

d) Coi sussidii governativi, provinciali e comunali.

Art. 14. Le armi per il tiro a segno saranno i fucili di ordinanza dell'esercito. Il tiro sarà eseguito secondo le istruzioni in uso per l'esercito.

L'Amministrazione militare è autorizzata a cedere alle singole Società di tiro a segno nazionali le armi da fuoco e le munizioni al semplice costo di fabbrica ed a pagamento immediato.

Le Società dei tiri a segno ammettono nei loro campi di tiro le truppe di presidio, salvo nei giorni di domenica, ed alla loro volta sono possibilmente ammesse nei campi di tiro militari.

Art. 15. Annualmente si eseguiranno gare di tiro:

Comunali per ciascuna Società di tiro;

Provinciali per le Società di tiro di ciascuna provincia.

Ogni due anni nel luogo da indicarsi dalla Direzione centrale si eseguirà una gara generale di tiro nazionale.

I premi per il tiro vengono somministrati dal Governo e dalle provincie per la gara generale e le provinciali, dai comuni per le gare comunali, e per tutti da offerte spontanee dei cittadini che gli uffici di presidenza delle Società sono autorizzati a ricevere, sia in denari, sia in doni.

Art. 16. La Società di tiro a segno nazionale che incorresse in trasgressioni alle disposizioni della presente legge e del relativo regolamento sarà richiamata all'osservanza delle medesime dalla Direzione provinciale, ed ove le trasgressioni sieno gravi, potrà anche essere sciolta dalla Direzione stessa che ne riferirà tosto al Ministero dell'Interno.

La Società sciolta potrà essere ricostituita nel termine di tre mesi.

Nell'intervallo fra lo scioglimento e la ricostituzione della Società, il locale e le armi dovranno passare alla custodia dell'autorità militare.

Art. 17. I comuni non contemplati negli articoli precedenti, cioè i comuni non capiluogo di mandamento che volessero per conto proprio istituire Società di tiro a segno, godranno di tutte le facilitazioni accordate per il Tiro a segno nazionale, e riceveranno anche le relative sovvenzioni, quando le Società a formarsi dichiarino di accettare in tutto e per tutto la presente legge ed il relativo regolamento come base del loro statuto.

Ad ogni modo la costituzione di tali Società dovrà sempre essere approvata con decreto Reale.

Art. 18. Le Società di tiro già regolarmente esistenti che vogliono fondersi colle Società di tiro a segno nazionale da istituirsi, lo possono, uniformandosi alle prescrizioni della presente legge.

Se per contro le Società di tiro già esistenti e regolarmente costituite desiderano di conservare la loro autonomia, esse lo possono, ma non partecipano ai vantaggi ed alle sovvenzioni stabilite per il Tiro nazionale.

Art. 19. Volendo taluni socii delle Società di tiro a segno stabilire gare o premiazioni speciali, lo potranno fare coll'autorizzazione della presidenza locale; se desiderano recarsi collettivamente a gare di altre località, dovranno averne l'autorizzazione della Direzione provinciale.

Le spese occorrenti dovranno essere il frutto di introiti speciali, non dovendo le casse del Tiro a segno nazionale sopperire ad altro che alle spese pei tiri stabiliti secondo le norme contenute nella presente legge.

Art. 20. Un regolamento, da approvarsi con R. decreto sulla proposta dei Ministri della Guerra, della Pubblica Istruzione e dell'Interno, udito il Consiglio di Stato, determinerà le norme per la costituzione delle Commissioni provinciali e locali, pel reparto degli assegni, per la formazione dei ruoli, e per ogni altro provvedimento richiesto dalla esecuzione della presente legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 luglio 1883.

UMBERTO.

Ferrero.
Depretis.
Savelli.

Visto, *Il Guardasigilli:* Savelli.

Il Numero **DCCCCXC** *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri,

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Cornate (Milano), in data 6 ottobre 1882, colla quale, facendo propria analoga proposta della Fabbriceria parrocchiale, chiede che la rendita del lascito disposto con testamento 8 marzo 1852 dal defunto Pietro Carcano per distribuzione di granturco ai poveri nella settimana santa, venga invertita in sussidi in denaro da ripartirsi ai poveri, a misura del bisogno, a cura della Congregazione di carità locale;

Veduta la corrispondente deliberazione della Deputazione provinciale di Milano;

Veduti gli articoli 23 e 24 della legge 3 agosto 1862;

Udito il parere del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

La rendita dell'Opera pia Carcano di Cornate (Milano) è invertita in sussidi in danaro, da distribuirsi a seconda del bisogno dalla locale Congregazione di carità.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 giugno 1883.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *Il Guardasigilli:* SAVELLI.

ORDINANZA DI SANITÀ MARITTIMA N. 12

Il Ministro dell'Interno,

Vista la legge del 20 marzo 1865, allegato *C*, sulla sanità pubblica, e le istruzioni Ministeriali del ventisei dicembre 1871;

Ricevuta informazione ufficiale che due casi sospetti di cholera verificaronsi in Beyrouth,

Decreta:

Art. 1. Il trattamento contumaciale previsto dall'ordinanza numero 9 del 3 luglio prossimo passato, per le provenienze dall'Egitto, è applicato alle navi partite dal 4 corrente in poi dai porti e scali della Siria.

Art. 2. Il divieto d'importazione degli stracci, cenci ed abiti vecchi non lavati, è esteso anche alle merci di detta natura provenienti dal litorale suindicato.

I signori prefetti delle provincie marittime sono incaricati della esecuzione della presente ordinanza.

Roma, 7 agosto 1883.

Pel Ministro: LOVITO.

MINISTERO DELLA GUERRA

CONCORSO *per la nomina a sottotenente veterinario nel Corpo Veterinario Militare.*

Il Ministro della Guerra rende noto che in base al Regio decreto 18 luglio 1882, n. 909 (Serie 3ª), è aperto un concorso a titoli per la nomina a sottotenente veterinario nel corpo veterinario militare.

Possono aspirare a tale concorso i sottotenenti veterinari di complemento, i militari che ottennero il diploma di dottore in *zooiatraia*, presentemente sotto le armi, coloro che fecero domanda di essere ammessi all'arruolamento volontario di un anno, non che quelli in congedo illimitato, sia che appartengano alla 1ª, alla 2ª od alla 3ª categoria.

Le condizioni per essere ammesso a tale concorso sono le seguenti:

1. Non aver oltrepassata l'età di anni 28 al momento della nomina;
2. Essere celibe, o, se ammogliato, possedere l'annua rendita di lire 2000;
3. Essere di buona condotta;
4. Essere atto al servizio militare;
5. Assumere l'obbligo di prestare 3 anni di servizio effettivo nel R. esercito permanente.

Per conseguenza coloro che intendono di concorrere alla nomina di cui si tratta dovranno far pervenire al Ministero della Guerra *(Direzione generale fanteria e cavalleria)*, per mezzo del Comando del corpo al quale appartengono, o del distretto militare nel quale sono domiciliati, e non più tardi del giorno 15 settembre p. v., la loro rispettiva domanda in carta da bollo da lira 1, indicante il loro casato, nome, figliazione e recapito domiciliare, se in congedo illimitato, e corredata dai seguenti documenti:

a) Atto di nascita debitamente legalizzato (*Coloro che abbiano più nomi di battesimo dovranno fare dichiarazione del nome col quale sono chiamati in famiglia*);

b) Certificato di stato libero pei celibi, e per gli ammogliati i titoli legali comprovanti la possibilità di assicurare a favore della moglie e della prole, nata o nascitura, l'annua rendita di lire 2000, da vincolarsi soltanto nei modi voluti dalla legge 31 luglio 1871 sui matrimoni degli ufficiali, due anni dopo che l'aspirante avrà ottenuta la nomina a sottotenente veterinario, ed allorchè questa sarà divenuta definitiva col conseguimento della idoneità negli esami per la promozione al grado di tenente veterinario, di cui è cenno in appresso;

c) Diploma originale (*non copia autentica*) di dottore in zooiatria. L'aspirante che ottenne il diploma in una Università estera dovrà comprovare di aver ottenuta la conferma e la facoltà di esercitare la professione veterinaria nel Regno;

d) Gli attestati comprovanti le note di merito ottenute negli esami speciali e generali del corso universitario;

e) Certificato di penalità rilasciato dalla cancelleria del Tribunale civile e correzionale nella cui giurisdizione è nato l'aspirante;

f) Certificato della situazione di famiglia, rilasciato dall'autorità municipale;

g) Dichiarazione formale in carta da bollo da centesimi 50, colla quale l'aspirante si obbliga a prestare un servizio non minore di tre anni nel Regio esercito permanente, ove conseguisca la nomina di sottotenente veterinario.

Oltre questi documenti potrano unirsi alle domande i certificati particolari della pratica fatta dall'aspirante nell'esercizio della veterinaria.

Gli aspiranti presenteranno personalmente al Comando del rispettivo distretto la domanda coi relativi documenti, e saranno in tale occasione sottoposti a visita medica affine di accertare la loro idoneità al militare servizio in qualità di ufficiali.

I sottotenenti di complemento ed i militari sotto le armi trasmetteranno le loro domande per mezzo del rispettivo comandante di corpo, accompagnate soltanto dal foglio matricolare e dai diplomi e certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *f*), *g*).

A parità di titoli saranno preferiti gli aspiranti che già avessero conseguito il grado di sottotenente veterinario di complemento.

L'esito delle domande sarà notificato agli aspiranti civili per mezzo dei Comandi di distretto ai quali furono presentate, ed ai militari per mezzo dei rispettivi comandanti di corpo.

I nomi di coloro ai quali sarà conferito il grado di sottotenente veterinario saranno inscritti colla rispettiva destinazione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel *Bollettino ufficiale* del Ministero della Guerra.

Nel termine di 20 giorni dopo tale pubblicazione, i nuovi nominati dovranno raggiungere la destinazione assegnata.

Essi saranno riuniti per alcuni mesi presso la Scuola normale di cavalleria in Pinerolo per eseguirvi un corso d'istruzioni militari e di servizio di veterinaria militare, per essere quindi ammessi a prestare servizio ai corpi, ai quali saranno già stati destinati.

Due anni dopo conseguita la nomina i sottotenenti veterinari saranno sottoposti agli esami speciali per la promozione a grado di tenente veterinario.

Questi esami saranno divisi in tre distinti esperimenti: scritto, verbale e teorico-pratico, e verteranno sulle seguenti materie (*):

Regolamenti militari; igiene; ippotecnia; polizia sanitaria; anatomia; fisiologia e patologia; patologia generale e speciale medico-chirurgica; terapia medica e chirurgica, e materia medica; clinica medica e chirurgica; operazioni chirurgiche; servizio veterinario in campagna.

Coloro che supereranno siffatti esami verranno promossi al grado di tenente veterinario, secondo l'ordine di classificazione ottenuto nell'esame, e di mano in mano che si faranno dei posti vacanti. Quelli invece che non riuscissero potranno ritentare, dopo un altro anno, una seconda prova, fallita la quale saranno dispensati dal servizio effettivo nel R. esercito permanente, ed inscritti fra gli ufficiali veterinari di complemento.

Roma, 16 luglio 1883.

Il Ministro: Ferrero.

(*) Le modalità per gli esami e per le votazioni, come pure i programmi particolareggiati, verranno a suo tempo pubblicati nel *Giornale Militare*.

MINISTERO di Agricoltura, Industria e Commercio

DIREZIONE GENERALE DELL'AGRICOLTURA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a 5 posti di direttore e professore d'agricoltura ed a 12 posti di aiuto direttore ed insegnante di scienze fisiche e naturali nelle scuole pratiche di agricoltura. Al direttore compete l'assegno annuo di lire 2500 e l'alloggio senza mobili (per lui, e, se le condizioni del locale lo consentano, per la sua famiglia); all'aiuto direttore l'assegno annuo di lire 2000 e l'alloggio senza mobili (per la sola sua persona); gli assegni e gli alloggi sono a carico delle scuole.

Le nomine saranno fatte a seconda dei bisogni e dopo che i concorrenti vincitori dei posti avranno compiuto lodevolmente, per un periodo di tempo da determinarsi caso per caso, un esperimento presso una scuola pratica d'agricoltura, con l'assegno mensile di lire 150 i direttori, e di lire 100 gli aiuti direttori.

Non può essere nominato direttore chi non ha compiuto il 21° anno d'età o ha oltrepassato il 40°. Non può essere nominato aiuto-direttore chi ha oltrepassato il 35° anno di età.

Il concorso è per esami; si terrà conto anche dei titoli; a parità di altre condizioni saranno preferiti pei posti di direttore i concorrenti che già abbiano prestato lodevole servizio in qualità di aiuti-direttori nelle scuole pratiche di agricoltura.

Il concorso e gli esami sono comuni pel posto di direttore e per quello di aiuto-direttore.

Gli esami si daranno in Roma nel Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio, ed incominceranno alle ore 9 antimeridiane del dì 17 settembre 1883.

Gli esami saranno scritti ed orali, e comprenderanno pure la prova d'una lezione pubblica.

Le materie di esame sono:

a) La *fisica*, la *storia naturale*, l'*agraria* e la *chimica applicata all'agricoltura*, secondo l'intero programma in vigore per ciascuno di questi insegnamenti negli Istituti tecnici;

b) Notizie generali di pedagogia e di didattica.

Le domande di ammissione al concorso (in carta bollata da lira 1 20) dovranno pervenire al Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio (Direzione generale dell'agricoltura), entro il mese di agosto 1883, contenere l'indicazione della dimora del concorrente, ed essere corredate degli infraindicati documenti:

a) Atto di nascita;

b) Stato di famiglia;

c) Attestato di cittadinanza italiana;

d) Attestato di buona condotta, rilasciato dai sindaci dei comuni ove il concorrente dimorò nell'ultimo triennio;

e) Attestato di immunità penale, rilasciato dal Tribunale del circondario di origine;

f) Certificato medico di buona costituzione fisica;

g) Attestato di adempimento all'obbligo della leva militare;

h) Prospetto degli studi fatti, della carriera percorsa e delle occupazioni avute.

Al pari della domanda i documenti che la corredano devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo, ed essere vidimati dall'autorità politica e giudiziaria.

I documenti *b*, *d*, *e*, *f* devono essere di data non anteriore al 1° agosto 1883.

Roma, 31 luglio 1883.

Il Direttore Generale dell'Agricoltura
N. Miraglia.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Avviso.

Durante le attuali misure quarantenarie i piroscafi della Società Peninsulare ed Orientale, invece di volgere ad Alessandria faranno capo a Porto Said per transitare il canale di Suez.

Il cambio delle corrispondenze coll'Egitto si effettuerà quindi per la via di Porto Said.

Per effetto di tali disposizioni la partenza da Venezia per Porto Said dei piroscafi suddetti avrà luogo dal 9 corrente al giovedì sera, anzichè alle 10 antimeridiane del venerdì.

Saranno quindi anticipati di circa 17 ore gli arrivi ad Ancona ed a Brindisi del piroscafo suddetto, mentre la partenza da quest'ultimo porto per Porto Said rimane invariata alle 4 ant. del lunedì.

Nel viaggio di ritorno i piroscafi stessi da Porto Said faranno rotta diretta per Venezia.

Roma, addì 7 agosto 1883.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente in Berna, annunzia l'interruzione della linea di Siberia fra Albazine e Blagowestschensk.

I telegrammi per gli uffici russi oltre Albazine e pel Giappone s'istradano per la via di Turchia, esigendo la tassa relativa.

Roma, 6 agosto 1883.

Avviso.

Il 5 corrente in Colle San Vito, provincia di Foggia, è stato aperto un ufficio telegrafico governativo al servizio del Governo e dei privati con orario limitato di giorno.

Roma, li 6 agosto 1883.

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente in Berna, avvisa che è provvisoriamente sospeso nel territorio della Spagna l'uso del linguaggio segreto nei telegrammi privati.

Roma, 7 agosto 1883.

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente in Berna, annuncia il ristabilimento della linea di Siberia fra Albazine e Blagowestschensk.

I telegrammi per gli uffici russi oltre Albazine e pel Giappone riprendono il corso normale.

Roma, 7 agosto 1883.

Avviso.

Il 7 corrente, in Trecastagne, provincia di Catania, è stato aperto un ufficio telegrafico governativo al servizio del Governo e dei privati, con orario limitato di giorno.

Roma, li 8 agosto 1883.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La questione della costruzione di un secondo canale di Suez torna decisamente a galla in Inghilterra. Prima fu lo *Standard*; ora è il *Daily Chronicle* che assicura che il governo inglese ed il signor Lesseps sono in procinto di intavolare dei negoziati per la conclusione di un altro progetto che abbia maggiori probabilità di ottenere l'approvazione del Parlamento britannico. Questa notizia, osserva l'*Indépendance Belge*, non è improbabile, ad ogni modo bisogna attenderne la conferma.

A quanto pare, allo scambio di osservazioni che ebbe luogo nella Camera dei comuni relativamente all'epoca del richiamo delle truppe francesi dall'Egitto, terrà dietro, tra breve, una discussione più ampia sulla politica egiziana del gabinetto.

Un deputato liberale, il signor John Morley, muoverà al governo un'interpellanza, che equivarrà ad un invito di far sgombrare prontamente il territorio egiziano dalle truppe inglesi, tanto più che il governo ne ha preso l'impegno morale di fronte alle potenze.

Sembra, secondo i giornali inglesi, che se il signor Gladstone farà, in questa occasione, intravedere prossimo lo sgombro dell'Egitto, il barone de Worms, a nome della opposizione conservatrice, presenterà tosto una mozione con cui si inviterà il governo a non abbandonare per ora l'Egitto.

In ogni caso, quand'anche la discussione sull'Egitto non dovesse impegnarsi in seguito ad un'apposita mozione, è certo che essa avrebbe luogo in occasione dell'esame di uno dei capitoli del bilancio dei servizi civili, quello cioè che fissa gli emolumenti del maggiore Baring, nominato recentemente rappresentante del governo britannico presso il kedivé, in luogo di lord Dufferin e del signor E. Malet.

Parlando della morte di Tu-Duc, imperatore dell'Annam, la *République Française* osserva che esso era il figlio secondogenito dell'imperatore Treni-Tri, della dinastia dei Nguyen, il quale lo ha scelto a suo successore mettendo in disparte il primogenito Haong-Hao.

Quest'ultimo si è ribellato contro la volontà del padre, ma vinto, dopo una breve lotta, fu rinchiuso in una prigione, ove si è impiccato per disperazione.

Nemico degli europei, Tu-Duc, ravvisava in ogni minimo incremento d'influenza degli stranieri, il principio della dissoluzione del suo impero.

Nel 1856 esso non permise di sbarcare all'inviato di Francia, il quale si recava a proporgli un trattato di commercio, e nell'anno seguente fece mettere a morte il vescovo spagnuolo, monsignor Diaz. La Spagna e la Francia mandarono allora una spedizione sotto gli ordini dell'ammiraglio Rigault de Genoully, il quale si impadronì dei forti di Turane nell'agosto del 1858, e quattro mesi più tardi attaccò Saigon.

Tu-Duc domandò la sospensione delle ostilità per guadagnar tempo e reprimere una rivolta che era scoppiata al Tonkino; ma tosto dopo riprese le armi. Egli ebbe a combattere contro gli ammiragli Page, Bonard e Charner. Quest'ultimo gli tolse tre provincie e lo obbligò a firmare, il 15 giugno 1862, il trattato di Saigon. Tu-Duc si decise allora di inviare un'ambasciata a Parigi per offrire una indennità di quaranta milioni di dollari, quale prezzo dello sgombro del paese.

Il risultato di questa missione fu la conclusione del trattato del 15 luglio 1864, a tenore del quale l'indennità non fu che di venti milioni, ma la Francia conservava il protettorato delle provincie conquistate, restava in possesso di Saigon ed otteneva l'apertura di tre porti sulla costa della Cocincina. Tu-Duc non ha cessato di proteggere e di istigare contro i francesi i pirati noti sotto il nome di *Bandiere Nere*, e ciò provocò la spedizione del 1878 e la spedizione attuale.

Le più recenti notizie dal Tonkino giunte al ministero della marina di Francia annunziano che il signor Harmant ha assunto il 20 luglio l'ufficio di commissario e di governatore civile. Esso è accompagnato da sette ispettori che hanno l'incarico di organizzare, sotto i loro ordini, i vari servizi, ed in particolare quelli delle finanze. Tutti i funzionari annamiti saranno licenziati, e la Francia non conserverà ai loro posti che gli agenti tonkinesi i quali abbiano dato prove di devozione alla causa francese.

Secondo notizie del *Mémorial Diplomatique*, il governo chinese avrebbe incaricato, non ha guari, il suo rappresentante, marchese de Tseng, di fare, durante il suo soggiorno a Londra, delle rimostranze, allo scopo di ottenere se non l'intera soppressione, almeno la diminuzione del commercio dell'oppio che fa tanti guasti nel territorio del Celeste Impero. Il governo britannico avrebbe dichiarato in risposta, che si trovava nell'impossibilità di privare l'impero indiano di questo importante cespite di rendita, e che sarebbe assolutamente iniquo di colmare il *deficit* per mezzo di nuove imposte nella penisola indiana.

Afferma l'*Indépendance Belge* che continuano a Parigi tra il ministro degli affari esteri ed il marchese de Tseng, inviato della China, i negoziati relativi al Tonkino. In una conversazione tra questi due, il signor Challemel-Lacour avrebbe insistito per ottenere il ritiro delle truppe chinesi inviate sulle frontiere del Tonkino, od almeno l'assicurazione formale che le truppe francesi non troveranno innanzi a sè delle truppe chinesi.

Il marchese Tseng avrebbe dichiarato che non ci sono truppe chinesi sulle frontiere del Tonkino, ma avrebbe esitato a dare la chiesta assicurazione, anzi avrebbe domandato per telegrafo a Pekino se poteva darla.

Relativamente alla modificazione del trattato del 1874 tra la Francia e l'Annam, il marchese Tseng domanderebbe che la China avesse parte ai negoziati ed alle discussioni che riguardano questo trattato.

« In somma, conclude l'*Indépendance*, i negoziati non hanno progredito di molto, ma essi continuano fra le due parti, le quali si mostrano animate da disposizioni conciliative. »

Ecco il testo della petizione che si sottoscrive a Saigon per chiedere l'unione del Tonkino alla Cocincina.

« Signori membri del Parlamento. La intera colonia protesta energicamente dinanzi a voi e dinanzi la Francia intera contro l'idea di fare del Tonkino una colonia a parte, amministrata da uno speciale governo, indipendente dalla Cocincina.

« Colle nostre fatiche, coi nostri sacrifizi e cogli atti nostri, noi abbiamo contribuito in prima linea a fondare nell'Indo-China le basi di un ricco impero coloniale e di un grande avvenire commerciale ed industriale.

« Noi conosciamo queste fertili regioni, noi le abbiamo percorse in tutti i sensi da un ventennio, e ci siamo posti in relazione con queste popolazioni essenzialmente agricole, che costituiscono il più fecondo elemento produttore. E pertanto possiamo sicuramente affermare che la sorte della Cocincina e quella del Tonkino sono e non possono che essere indissolubilmente legate per l'unità della azione francese in mezzo ai due più vasti imperi del mondo, l'India e la China.

« Dopo gli ultimi avvenimenti la occupazione del Tonkino si impone ed Huè deve trovarsi in nostre mani.

« Contiamo sul nostro deputato perchè sieno fatti valere i diritti imprescrittibili nostri presso di voi e nei Consigli della repubblica. Non può, non deve esservi separazione amministrativa per questo grande complesso che è l'Indo-China francese. »

La petizione porta la data di Saigon, 22 giugno.

Telegrafano da Sofia, 4 agosto, che un decreto del principe convoca per il 2 settembre gli elettori dei sei distretti per le elezioni complementari dei deputati. L'Assemblea nazionale si adunerà a Sofia il 14 settembre.

La *Pall Mall Gazette* annunzia che sir J. Drummond Hay, incaricato d'affari dell'Inghilterra al Marocco, ha ricevuto da lord Granville istruzioni che gli impongono di fare all'imperatore delle rimostranze pressanti circa alla schiavitù ed alle vendite di schiavi che avvengono nello impero del Marocco.

Parecchi giornali tedeschi avevano riferita una conversazione che il professore Adolfo Wagner, di Berlino, avrebbe avuta con un giovane scienziato russo, e durante la quale egli avrebbe dichiarato al suo interlocutore che la Germania è risoluta ad annettersi le provincie russe del Baltico, anche se per raggiungere questo scopo le fosse bisognato retrocedere l'Alsazia e la Lorena alla Francia. Inoltre il signor Wagner avrebbe insistito sulla necessità di ricostituire la Polonia.

Questa pubblicazione aveva provocato una certa emozione nella stampa russa.

La *National Zeitung* pubblica ora una lettera nella quale il professore Adolfo Wagner rettifica le asserzioni che gli sono state attribuite.

Il signor Wagner confessa che l'idea della ricostituzione della Polonia a spese della Russia gli è simpatica, pure aggiungendo che a fronte delle note pretese della Polonia egli ebbe sempre convincimento che la Germania non possa desiderare la ricostituzione di quel regno. Il signor Wagner nega di avere mai detto checchè sia delle pretese tendenze a favore di una annessione delle provincie russe del Baltico, nè sulle intenzioni della Germania di cedere, ove bisognasse, l'Alsazia e la Lorena alla Francia.

D'ordine dell'imperatore la inaugurazione della statua *Germania*, inalzata a Niederwald, presso Bingen, per la commemorazione della campagna 1870-71, avrà luogo dopo le manovre di Homburg in presenza dei marescialli Moltke, Manteuffel, Bittenfeld, dei ministri di guerra e marina, di tutti i comandanti dei corpi d'esercito e di tutti i generali divisionari che esercitarono un comando nella guerra franco-tedesca.

Scrivono da Berna all'*Agenzia Havas* che il Consiglio federale ha l'intenzione di chiedere i buoni uffici della Francia per ottenere dalla Turchia un trattato che permetta ai cittadini svizzeri di acquistare proprietà immobili negli Stati ottomani.

La Svizzera non ha alcuna rappresentanza diplomatica

o consolare in Turchia, e la questione aveva dovuto essere trattata alcuni anni sono dal Ministro della Confederazione svizzera a Vienna; ma le trattative non approdarono.

Comitato romano di soccorso ai feriti e superstiti di Casamicciola

NOTA N. 4.

Oblazioni raccolte a tutto il giorno 6 agosto.

Ammontare della nota precedente	L.	30,805 65
Commissione della Società di M. S. fra i sottoufficiali, caporali e soldati reduci dall'esercito incaricata dell'acquisto della corona di bronzo depositata il 2 giugno 1883 in Campidoglio ad onore del generale G. Garibaldi, per metà del residuo della somma raccolta . . .	»	125 »
Giornale *Il Popolo Romano*.	»	4,469 15
Casa art. teatrale e musicale, per recita di beneficenza al teatro Rossini	»	23 »
Regione del Pantheon, per offerte raccolte .	»	900 »
Operai dell'officina L. Mongini.	»	33 25
Giornale *La Rassegna*	»	175 »
Ordine Gerosolimitano di Malta	»	1,000 »
Regione Tiberina (4° acconto) offerte raccolte	»	100 »
Totale . . .	L.	37,631 05

NOTA. N. 5.

Oblazioni raccolte a tutto il 7 agosto 1883.

Ammontare della nota precedente	L.	37,631 05
Circolo della Sacra Famiglia (2° acconto) offerte raccolte	»	387 25
Vespignani conte Francesco	»	100 »
Rota Leopoldo.	»	10 »
Banco di Roma	»	1,000 »
Freytag Odoardo.	»	100 »
Caetani Onorato duca di Sermoneta. . . .	»	2,000 »
Lovatelli contessa Ersilia	»	100 »
Spese di affissione dell'avviso per la rappresentazione straordinaria del 3 corrente all'Anfiteatro *Umberto I*, per parte della compagnia Luigi Monti, rilasciate dall'Impresa delle affissioni	»	8 »
Ferracci Attilio	»	1 50
Totale	L.	41,337 80

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

PORTO MAURIZIO, 7. — Iersera, in un banchetto offertogli, dopo parecchi brindisi, il Ministro Baccelli parlò fra continui applausi. Il suo brindisi a « Re Umberto forte e pietoso » destò una vera ovazione.

PARIGI, 7. — L'arcivescovo di Parigi prescrisse ai curati una questua da farsi il giorno 15 per le vittime d'Ischia.

ATENE, 7. — Le provenienze dalla Tripolitania sono sottoposte ad una quarantena di 21 giorni, da estendersi ai paesi ove non esiste tale quarantena.

L'incrociatore *Psara* staziona fra l'isola di Candia ed il Peloponneso, sorvegliando le provenienze sospette.

LONDRA, 7. — Waddington, parlando ai membri della Società operaia di Hastings, disse che la sua nomina ad ambasciatore di Francia è una garanzia delle intenzioni pacifiche della Francia e dell'Inghilterra.

HONG-KONG, 7. — La squadra francese è arrivata; 7000 uomini sono stati sbarcati nel Tonchino. Le *Bandiere Nere*, rinforzate da chinesi, occupano Son-Tay e Bac-Ninh. Parlasi di bombardare Hue. Frequenti casi d'insolazione nelle truppe francesi.

CASAMICCIOLA, 7. — La popolazione chiede continuamente baracche in legno per ricoverarsi colle masserizie salvate, non essendovi più alcuna casa abitabile e tutti avendo paura di abitare case in muratura per timore di nuove scosse. L'onorevole Genala, onde far ritornare la popolazione alla vita ordinaria e al lavoro spinge più che mai alacremente la costruzione delle baracche.

BERLINO, 7. — Anche la *National Zeitung* ha aperta una colletta in favore delle vittime d'Ischia. Il giornale dice che le relazioni cordiali esistenti tra la Germania e l'Italia non mancheranno di manifestarsi, in questa occasione, in modo efficacissimo.

NAPOLI, 7. — È partito per Roma, dopo aver visitato gli ospedali ove sono ricoverati i feriti di Casamicciola, il cardinale Alimonda, nuovo arcivescovo di Torino.

GIBILTERRA, 5. — Giunse ieri e prosegue oggi per la Plata il postale *Umberto I*, della Società Rocco Piaggio.

BERLINO, 7. — L'imperatrice ha fatto rimettere all'ambasciatore d'Italia, conte de Launay, duemila franchi per le vittime della catastrofe d'Ischia.

Molti giornali fanno in questa circostanza caldo appello alla pubblica carità.

L'ambasciatore italiano ha autorizzato i diversi Regi Consolati esistenti nell'impero ad aprire sottoscrizioni.

BERLINO, 7. — Kraszewski è stato posto in libertà. Ha dovuto sborsare una cauzione di 30 mila marchi, e rimarrà sotto la sorveglianza continua della polizia. Egli è partito per Dresda, accompagnato dal suo difensore e da un impiegato superiore di polizia.

NAPOLI, 7. — Nella seduta d'oggi il Comitato unico ha provveduto alla nomina di delegati da mandarsi sopra i luoghi del disastro onde formare un censimento degli abitanti, con l'indicazione di quanti sono rimasti incolumi, di quanti sono morti o feriti e di quanti ridotti alla pura miseria; ha provveduto perchè si eseguiscano i lavori e lo sgombro delle strade, segnatamente di quelle che hanno comunicazione colla campagna e col mare, ed ha provveduto anche per avere le notizie necessarie all'accertamento dei danni e delle proprietà distrutte.

NAPOLI, 7. — La Deputazione provinciale di Avellino, di cui è presidente l'on. Mancini, ha votato d'urgenza quattromila lire a favore dei danneggiati d'Ischia.

BRUXELLES, 7. — Il Ministro d'Italia a Bruxelles ha aperto una sottoscrizione in tutto il Belgio per venire in aiuto delle vittime d'Ischia.

MADRID, 7. — I capi degli insorti di Badajoz erano il direttore di un giornale repubblicano di Badajoz e due tenenti-colonnelli. Gl'insorti, fuggendo, presero 750 mila pesetas nella cassa militare.

BEYRUT, 7. — Jersera vi fu un secondo decesso di cholera fuori del lazzaretto.

LONDRA, 7. — Lo *Standard* ha da Lahore: « L'emiro dell'Afghanistan ricevette l'inviato russo. »

CAIRO, 7. — Il Nilo al Cairo raggiunse 18 cubiti; temesi che straripi nell'alto Egitto.

PARIGI, 7. — Le ultime notizie da Nam-Dinh recano che Zam-Dinh nulla ha da temere, benchè il nemico si avvicini talvolta a portata del fucile. Diverse navi della flottiglia sono adoperate ad inseguire i pirati.

ALESSANDRIA D'EGITTO, 7. — Ieri i morti di cholera furono: al Cairo 78; ad Alessandria 9.

La proporzione delle guarigioni continua ad aumentare con rapidità. Tale decrescenza del flagello viene attribuita alla inondazione del Nilo.

CASAMICCIOLA, 7. — La popolazione incomincia a riprendere le abitudini della vita ordinaria. Essendo cessata la distribuzione dei viveri alle persone atte al lavoro, queste in parte sono entrate al servizio del Genio civile, o lavorano come cottimisti alla costruzione delle baracche.

La salute è buonissima tanto nella popolazione che nelle truppe.

L'AJA, 7. — La sottoscrizione apertasi ieri all'Aja presso la Legazione d'Italia, per le vittime del disastro d'Ischia, ha fruttato nel primo giorno oltre 1500 franchi.

BERLINO, 7. — Il prodotto delle varie collette locali in pro delle vittime d'Ischia sarà consegnato separatamente e direttamente al Governo italiano. Si rinunziò alla formazione di un Comitato centrale per rendere più rapida la trasmissione delle somme.

VIENNA, 7. — La *Wiener Abendpost* annuncia che il prodotto delle imposte dirette e indirette durante il primo semestre 1883 dà un totale netto che supera di 5,060,587 fiorini quello del periodo corrispondente nel 1882.

BERLINO, 7. — La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* dice che l'imperatore prescrisse di astenersi da ogni solennità il 26 ottobre, venticinquesimo anniversario del giorno in cui egli prese possesso della reggenza.

BUDAPEST, 8. — Ieri sera si radunò una grande folla davanti all'albergo ove è scesa la famiglia Scharf. Questa folla fischiò e ruppe le finestre ed alcuni fanali. La polizia la disperse, aiutata da un acquazzone.

CASAMICCIOLA, 8. — Il Ministro dei Lavori Pubblici, d'accordo col prefetto, ha stabilito che i lavori di sgombro delle strade provinciali e comunali, già iniziati, vengano eseguiti dalla provincia. Tali lavori hanno il duplice scopo di riattivare le comunicazioni fra i diversi paesi dell'isola e di dare lavoro alla popolazione.

Oggi deve giungere il prefetto San Severino, con una sezione del Comitato municipale di soccorso.

LONDRA, 8. — Il Consolato d'Italia ha diggià ricevuto 700 lire st. in pro delle vittime d'Ischia dalla colonia italiana di Londra e da inglesi caritatevoli.

ST-MORITZ, 8. — Ieri sera ebbe luogo un gran concerto in pro delle vittime d'Ischia, col concorso delle signore Ristori e Seebach, e sotto la direzione di un Comitato di signore e signori presieduto dalla marchesa Capranica del Grillo. Si raccolsero circa 11,000 fr. La marcia Reale fu applauditissima.

NAPOLI, 8. — S. M. il Re, non avendo potuto, per brevità di tempo, visitare tutti gli ospedali ed i feriti d'Ischia, incaricò l'on. Mancini di fare le sue veci.

L'on. Mancini visitò ieri l'ospedale Ravaschieri. Lo attendevano il prefetto, il sindaco, il duca e la duchessa Ravaschieri, a cui il Ministro espresse le felicitazioni di S. M. per l'opera pietosa e caritatevole della nobile signora.

NOTIZIE DIVERSE

Un nuovo telefono. — Nello scorso mese di luglio si fece a Londra una serie di esperimenti col nuovo telefono St-George. La stazione trasmittente era situata circa ad un quarto di miglio, e dalla stazione ricevente si udirono con la massima chiarezza le canzoni ed il suono di un violino; le parole della conversazione ordinaria si udivano poi con la più gran facilità. Nell'uso privato vi è un solo ricevitore, ma in occasione di quegli esperimenti ne furono impiegati ben cinque, il che cagionava una resistenza elettrica di 20 miglia.

Nel nuovo telefono i suoni son resi da un sottile disco circolare di mogano impiallacciato; e si assicura che con questa innovazione la voce non prende quel peculiare suono metallico che si ode negli altri telefoni nei quali si adopera la lastra di metallo.

Un altro vantaggio di questo nuovo telefono consiste nel non aver nessun bisogno di accomodamento nell'intero sistema, e nel poter essere trasportato a piacere, non richiedendosi nessuna abilità nel suo collocamento.

L'inventore, il signor St-George, ha ottenuto il diploma di invenzione dal governo inglese.

La popolazione dell'Austria-Ungheria. — Dalla *Rivista mensile del Club scientifico di Vienna* togliamo i seguenti resultati del censimento del 1880:

Popolazione in Austria, 22,144,244; in Ungheria, 15,642,002; totale: 37,786,246.

Secondo le nazionalità (cifre tonde): Tedeschi, 10,000,000; Magiari, 6,191,000; Czechi, Moravi e Slovachi, 7,055,000; Polacchi, 3,290,000; Ruteni, 3,180,000; Sloveni, 1,220,000; Serbo-Croati, 4,176,000; Rumeni, 2,518,000; Italiani, 680,000. Nella Cisleitania (300,253 chilometri quadrati), si contano 74 abitanti per chilometro quadrato; nella Transleitania (324,016 chilometri quadrati), se ne contano 48.

Secondo la religione, gli abitanti della Monarchia si dividono come segue: 29,753,169 cattolici romani, greci e armeni, 3,450,000 greci orientali, 1,450,000 protestanti della confessione augustana, 2,130,000 protestanti della confessione elvetica, e 1,640,000 israeliti.

La spedizione polare russa. — Telegrafano da Arkangel al giornale *Le Notizie* di Pietroburgo, che il direttore di polizia di quella città, il signor Robousch, che era stato inviato a Novoïa-Zemlia, è ritornato dal suo viaggio, a bordo del piroscafo *Tchyow*, e portò la notizia che i membri della spedizione polare promossa dalla Società geografica russa passarono in modo abbastanza soddisfacente l'inverno a Novoïa-Zemlia. Però, un marinajo per nome Tiskow vi era morto di freddo.

Decessi. — A Roma, nella grave età di 83 anni, cessava di vivere il valente pittore tedesco comm. Augusto Riedel, consigliere dell'Accademia di San Luca.

— In età di 64 anni moriva monsignor Giuseppe Maria Papardo dei principi del Parco, arcivescovo di Monreale in Sicilia.

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 7 agosto.

Stazioni	Stato del cielo 7 ant.	Stato del mare 7 ant.	Temperatura	
			Massima	Minima
Belluno	sereno	—	26,4	11,8
Domodossola	1|4 coperto	—	26,8	17,2
Milano	sereno	—	28.5	17,2
Verona	sereno	—	28,5	17,1
Venezia	1|2 coperto	calmo	27,3	19,9
Torino	1|4 coperto	—	26,5	16,3
Alessandria	sereno	—	26,8	15,0
Parma	sereno	—	27,5	18,0
Modena	sereno	—	27,6	18,2
Genova	coperto	calmo	26,8	18,5
Forlì	1|4 coperto	—	26,6	16,0
Pesaro	1|4 coperto	calmo	25,2	13,1
Porto Maurizio	sereno	calmo	26,8	17,3
Firenze	1|2 coperto	—	29,5	17,0
Urbino	sereno	—	23,5	15.2
Ancona	sereno	calmo	25,7	20,0
Livorno	coperto	legg. mosso	27,9	20,3
Perugia	sereno	—	24,7	15,5
Camerino	sereno	—	21,2	14,0
Portoferraio	sereno	calmo	26,2	19,8
Chieti	sereno	—	23,0	15.6
Aquila	sereno	—	26,1	12,9
Roma	sereno	—	29,3	16,8
Agnone	sereno	—	22,2	13,0
Foggia	sereno	—	25,4	17 5
Bari	sereno	calmo	25,0	18,5
Napoli	1|4 coperto	calmo	27,0	19,1
Portotorres	sereno	calmo	—	—
Potenza	sereno	—	21,5	13,1
Lecce	1|4 coperto	—	23,7	17,7
Cosenza	1|2 coperto	—	25,0	13,4
Cagliari	sereno	calmo	28,0	17,0
Catanzaro	sereno	—	26,0	18,0
Reggio Calabria	1|4 coperto	calmo	24,1	20,0
Palermo	1|4 coperto	calmo	27,8	18,0
Catania	sereno	calmo	28,1	19,0
Caltanissetta	sereno	—	23,9	14,6
Porto Empedocle	sereno	calmo	29,2	17,9
Siracusa	sereno	legg. mosso	27,0	19,4

TELEGRAMMA METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia

Roma, 7 agosto 1883.

In Europa pressione diminuita al centro, poco cambiata altrove. Danimarca 753, Golfo di Guascogna 766.

In Italia, nelle 24 ore, barometro disceso 4 mm. al nord, salito 2 mm. al sud; temperatura aumentata in molte stazioni; pioggerella a Lecce e Catanzaro.

Stamane cielo generalmente sereno; venti in generale da WSW a NW; barometro variabile da 759 a 763 dal nord-est alla Sardegna.

Mare calmo.

Probabilità: cielo vario, specialmente al nord; aumento di temperatura.

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

7 Agosto 1883.

Altezza della stazione = m. 49,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0 e al mare	760,6	759,8	759,4	760,9
Termometro	20,2	29,1	28,4	22,5
Umidità relativa	55	26	24	62
Umidità assoluta	9,67	7,24	7,00	12,60
Vento	NNW 0	WSW 15	WSW 26	SSW 6
Velocità in Km.				
Cielo	sereno	cumuli	sereno	nebbioso coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Mass. C. = 29,0; R. = 23,36 | Min. C. = 16,8; R. = 13,44.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA del dì 8 agosto 1883

VALORI	GODIMENTO dal	VALORE Nominale	VALORE Versato	Prezzi nominali	PREZZI FATTI a contanti Apertura	PREZZI FATTI a contanti Chiusura	CORSI MEDI Contanti Apertura	CORSI MEDI Contanti Chiusura	CORSI MEDI Termine fine corr.	CORSI MEDI Termine fine pross.
Rendita italiana 5 0[0	1° gennaio 1884	—	—	88 60	—	—	—	—	—	—
Detta detta 5 0[0	1° luglio 1883	—	—	—	—	90 75	—	90 75	—	—
Detta detta 3 0[0	1° ottobre 1883	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860-64.	1° aprile 1883	—	—	94 30	—	—	—	—	—	—
Prestito Romano, Blount	»	—	—	91 40	—	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° luglio 1883	—	—	94 75	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 4 0[0.	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1883	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeress. de' Tabacchi.	»	500	350	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0[0	»	500	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita austriaca	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1883	1000	750	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	»	1000	1000	997 50	—	—	—	—	—	—
Banca Generale	»	500	250	529 »	—	—	—	—	—	—
Società Generale di Credito Mobil. Ital.	1° aprile 1883	500	400	—	—	—	—	—	—	—
Società Immobiliare	1° luglio 1883	500	500	470 »	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	»	500	250	550 »	—	—	—	—	—	—
Banca Tiberina	»	250	125	—	—	—	—	—	—	—
Banca di Milano	»	500	250	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito.	»	500	500	439 50	—	—	—	—	—	—
Fondiaria Incendi	1° gennaio 1883	500	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Id. Vita	»	250	125 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia.	1° luglio 1883	500	500	823 »	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni detta	»	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Società Italiana per condotte d'acqua	»	500 oro	250 oro	477 »	—	—	—	—	—	—
Anglo-Romana per l'illuminaz. a gas	»	500	500	1040 »	—	—	—	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	»	150	150	—	—	—	—	—	—	—
Ferrovie complementari	»	250	125	220 »	—	—	—	—	—	—
Ferrovie Romane	1° ottobre 1865	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Telefoni ed applicazioni elettriche	—	100	100	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0[0 (oro)	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferrovia Pontebba	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde, az. di preferenza.	—	250	250	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferr. Sarde nuova emiss. 6 0[0.	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani 1ª e 2ª emissione	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Immobiliari	1° luglio 1883	500	250	500 »	—	—	—	—	—	—
Società dei Molini e Magazz. Generali	»	250	250	279 »	—	—	—	—	—	—

Sconto	CAMBI		Prezzi medi	Prezzi fatti	Prezzi nominali
3 0[0	Francia	90 g.	—	—	98 90
	Parigi	chèques	—	—	—
4 0[0	Londra	90 g.	—	—	—
		chèques	25 04	25 04	—
4 0[0	Vienna e Trieste	90 g.	—	—	—
4 0[0	Germania	90 g.	—	—	—

Sconto di Banca 5 0[0. — Interessi sulle anticipazioni 6 0[0.

Per il Sindaco: A. Marchionni.

Media dei corsi del Consolidato italiano a contante nelle varie Borse del Regno nel dì 7 agosto 1883:

Consolidato 5 0[0 senza la cedola del sem. in corso lire 88 518.

V. Trocchi, *presidente*.

AVVISO.
(2ª *pubblicazione*)

Nel giorno diciannove settembre 1883, innanzi il Tribunale civile di Roma, primo periodo feriale, si procederà alla vendita giudiziale a terzo ribasso del seguente fondo, espropriato in danno dei signori Conscience Giovanni, Conscience Enrico, Conscience Adele e Massenzi Angelo, coniugi, Conscience Giulia e Brandi Aristeo, coniugi, Conscience Angela vedova Lubonis, tutti figli ed eredi del fu Paolo Conscience, Lancia Riccardo, Lancia Emilio, Lancia Attilio, Lancia Eugenio, figli ed eredi del furono David Lancia ed Annunziata Conscience, debitori espropriati, ad istanza del sig. Carlo Pierrier:

Casa da cielo a terra, sita in Roma, nel rione IV, via Mario dei Fiori, numeri 37-A, 37-B, 37-C, 38, via della Croce, nn. 11-A e 12, iscritta al catasto di Roma mappa n. 893, di due piani superiori e soffitte, piani terreni e cantine, lire 37,310 46.

Roma, li sei agosto 1883.

4407 CAMILLO GRILLI proc.

(1ª *pubblicazione*)
REGIO TRIBUNALE CIVILE
DI VELLETRI.

Nel giudizio di esproprio promosso da Mezzo Vincenzo fu Luigi, creditore espropriante, domiciliato in Valmontone, ed elettivamente in Velletri presso lo studio del proc. Francesco Tarquini, da cui viene rappresentato con patrocinio gratuito, in virtù di ordinanza della Commissione, in data 9 giugno 1882,

Contro

Fanfoni Giovanni fu Salvatore e Fanfoni Laura di detto Giovanni, assistita dal di lei marito Caramanica Luigi, domiciliati in Valmontone, contumaci,

Si fa noto al pubblico che nella udienza del 19 (diciannove) settembre prossimo venturo, alle ore 10 ant., si procederà all'incanto per la vendita dei seguenti fondi, posti nel territorio di Valmontone.

Descrizione degli immobili.

Piccolo appezzamento di terreno seminato a canepa, in contrada I Torrioni, della superficie di are 4, segnato in mappa col n. 140, sezione 1ª, gravato del tributo diretto verso lo Stato in lire 0 17, valutato lire 25 29, confinanti Marchetti, Capri-Galanti e M. Giovanni ed il principe Doria-Pamphily.

Terreno vignato di solo utile dominio in contrada Canale, della superficie di ettaro 1 1 60, col tributo diretto di lire 4 44, ritenuto a colonia da Bruschi Pacifico e fratelli, segnato in mappa coi nn. 951, 1251 e 1252, sez. 1ª, valutato lire 333 75, confinanti il principe Doria-Pamphily, la strada e gli eredi Balzoni.

Casa in via del Torrione, al civico n. 21-B, composta di due ambienti al 1° piano, del reddito imponibile di lire 38 25, gravata del tributo diretto verso lo Stato in lire 4 79, segnata in mappa col numero 39 sub. 3, e valutata lire 1152 69, confinanti la via del Torrione da due lati, gli eredi Gigli e Orsi Giuseppe.

Casa a due piani con cinque ambienti e cantina, in via del Torrione, num. 5, del reddito imponibile di lire 114 25, e col tributo diretto verso lo Stato di lire 14 28, segnata in mappa col n. 94 sub. 1-3, valutata lire 1951 48, confinanti Fanfoni Giacomo, la via del Torrione da due lati, e gli eredi Malaspina.

Quanto al primo lotto, pel prezzo di lire 20 24, sarà aperto l'incanto, e

Quanto al secondo lotto per lire 267;

Quanto al terzo lotto per lire 922 16;

E quanto al quarto lotto per lire 1561 19, e alle condizioni espresse nel bando 5 (cinque) luglio 1883.

Velletri, 2 agosto 1883.

4393 FRANCESCO TARQUINI proc.

(2ª *pubblicazione*)
AVVISO.

L'anno 1883 e questo dì tre del mese di agosto, in Roma,

Ad istanza dell'Amministrazione delle finanze dello Stato (Intendenza di Roma per la cancelleria del Tribunale civile locale), rappresentata dalla Regia Avvocatura generale erariale, creditrice istante,

Io infrascritto usciere addetto al Tribunale civile e correzionale di Roma ho notificato un bando per vendita giudiziale a Lustrissimi Caterina di Vincenzo vedova Lollobrigida, debitrice, di domicilio e residenza ignoti, e che avrà luogo avanti questo Tribunale nell'udienza del sette settembre 1883, sopra una casa di sua proprietà posta in Subiaco in contrada La Piaggia, pel prezzo di lire 518 40, facendo tale notificazione con le norme dell'art. 141 Codice procedura civile, affiggendone copia di detto bando alla porta esterna di questo Tribunale, depositandone un esemplare dello stesso al procuratore del Re ivi sedente, ed inserendone un sunto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

AVV. ALFONSO TAMBRONI
4355 sostituto erariale.

(1ª *pubblicazione*)
AVVISO DI VENDITA GIUDIZIARIA

da farsi innanzi il Tribunale civile di Roma, primo periodo feriale, nell'udienza del giorno 12 settembre 1883, a richiesta della *Società Generale Immobiliare* di lavori di utilità pubblica ed agricola, e per essa del suo amministratore delegato comm. Giuseppe Giacomelli, domiciliato elettivamente presso il sottoscritto procuratore che lo rappresenta, in danno di Trinchieri Luigi.

Descrizione dei fondi da subastarsi posti nel territorio e comune di Tivoli.

1° lotto. Casa da cielo a terra, posta in via del Trevio, civico num. 8, con orto annesso, da incantarsi sul prezzo offerto dalla Società istante in lire 6187 20, corrispondente al sessantuplo del tributo diretto verso lo Stato.

2° lotto. Mulino da grano e locali annessi, posto in via del Colle (mappa n. 1333, sez. 1ª), da incantarsi c. s. per lire 3705, corrispondente c. s.

3° lotto. Lanificio meccanico in contrada Veste (mappa sez. 1ª, nn. 847, 848), sul prezzo come sopra di lire 10,000 20, corrispondente c. s.

4° lotto. Molino ad olio con magazzini e due piani superiori, posto in via del Colle e via di Passera, sul prezzo come sopra di lire 4406 40, corrispondente c. s.

5° lotto. Terreno vignato, in vocabolo Reali (mappa sez. 6ª, nn. 150, 158, 159, 160, 740), sul prezzo c. s. di lire 2114 40, corrispondente c. s.

6° lotto. Terreno vignato, in vocabolo Favale (mappa sez. 2ª, nn. 100, 101, 102); terreno cannetato, in vocabolo Favale (mappa sez. 2ª, nn. 127, 128, 461); terreno pascolivo olivato, in vocabolo Favale (mappa sez. 2ª, n. 20), tutto questo lotto da incantarsi sul prezzo c. s. offerto di lire 1590 60, corrispondente c. s.

7° lotto. Terreno olivato, vocabolo Aquaria (mappa sez. 2ª, nn. 21, 41 sub. 1 e 2), sul prezzo come sopra di lire 1391 40.

8° lotto. Terreno olivato, vignato e sodivo, in vocabolo Pisoni o Palazzo (mappa sez. 5ª, nn. 516 sub. 1 e 2, 517 sub. 1 e 2, 518 e 563) sopra il prezzo c. s. offerto in lire 864, corrispondente come sopra.

Tutti i suddetti fondi si vendono alle condizioni inserite nel bando depositato nella cancelleria del suddetto Tribunale.

Roma, 6 agosto 1883.

4423 AVV. GUSTAVO PASQUALI.

AVVISO. 3844
(2ª *pubblicazione*)

La contessa Procaccini nata Giuseppina de Rohrlach presentò instanza e documenti al Ministero per ottenere riconoscimento del titolo marchionale appartenuto all'unico suo germano Carlo, morto agli 11 luglio 1882.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO
DI ROMA.

A richiesta del sig. cav. Pietro Fumaroli, domiciliato elettivamente presso il suo procuratore Francesco Antonicoli, via del Cancello, n. 29,

Io Alessandro Piccinini, usciere del suddetto Tribunale, ho citato a termini dell'art. 142 Codice procedura civile il signor Holz Chuch Enrico Giuseppe, domiciliato a Parigi, rue Daunon, numero 19, a comparire innanzi il Tribunale di commercio di Roma, il giorno 11 settembre prossimo, per sentirsi condannare *in solidum* col sig. William Welton fils, al pagamento di lire 6900 88, dovute a saldo di forniture di oggetti in ferro, macchine, ecc., ed i lavori eseguiti a forma della nota che verrà prodotta, e per ciò sentire emanare sentenza eseguibile provvisoriamente, con la condanna alle spese del giudizio.

Roma, 1° agosto 1883.

4397 ALESSANDRO PICCININI usciere.

(1ª *pubblicazione*)
ESTRATTO DI BANDO
per vendita giudiziale.

Nel giudizio di espropriazione promosso dal Demanio nazionale in persona del suo legittimo rappresentante ricevitore del registro di Civita Castellana, rappresentato dal sottoscritto procuratore, contro Laurenti Stanislao, Giuseppe, Giovanni ed Angelo, domiciliati a Civita Castellana, il Tribunale civile di Viterbo, con sentenza pubblicata nella udienza del 16 gennaio 1882 autorizzò la vendita degli infrascritti stabili, ed il presidente del detto Tribunale, con ordinanza 15 maggio 1882, fissò per l'incanto la udienza del giorno 31 luglio successivo.

Per mancanza di offerenti fu ordinata la rinnovazione dell'incanto per la udienza del giorno 28 settembre detto anno, col ribasso di un decimo del valore agli stabili attribuito; e per mancanza di offerenti fu ordinato un nuovo incanto per la udienza del giorno 7 dicembre dello stesso anno, col ribasso di altro decimo; e per mancanza sempre di offerenti fu ordinato un nuovo incanto per la udienza del giorno 26 febbraio 1883, col ribasso di altro decimo; e per mancanza di offerenti fu ordinato un nuovo incanto per l'udienza del giorno 26 aprile successivo, col ribasso di altro decimo; e sempre per mancanza di offerenti fu ordinato un nuovo incanto per l'udienza del giorno 5 luglio detto anno, col ribasso di altro decimo; e per mancanza di offerenti fu ordinato un nuovo incanto per la udienza del giorno 13 settembre prossimo venturo, col ribasso di altro decimo.

Descrizione degli stabili.

1. Bottega posta in Civita Castellana, sulla via del Corso, civico num. 1143, confinanti il Monastero e Deangelis Scipione, distinta in mappa Città col numero 150, col reddito imponibile di lire 22 50.

2. Altra bottega composta di due vani, situata come sopra, civico numero 1144, confinanti la suddetta bottega ed i beni degli eredi Spadaccioli, distinta in mappa sezione Città col numero 150, col reddito imponibile di lire 45.

Le condizioni della vendita si leggono nel bando presso la cancelleria.

Viterbo, 4 agosto 1883.

AVV. GIUSTINO GIUSTINI
4406 procuratore erariale delegato.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO
DI ROMA.
Avviso.

Si fa noto che con atto privato datato da Roma il 28 decorso luglio, la signora Giuseppina Cerruti ed il sig. Annibale Cinzano hanno dichiarato che di comune consenso, col 30 giugno p. p., è rimasta risoluta la Società in accomandita semplice fra loro formata il 25 giugno 1882, sotto la ragione sociale Annibale Cinzano e Compagnia. Tale atto di scioglimento di Società è stato il primo del corrente mese depositato in questa cancelleria, ed annotato nel registro d'ordine al n. 158.

Roma, 3 agosto 1883.

4427 Il vicecanc. G. NERI.

(2ª *pubblicazione*)
REGIO TRIBUNALE CIVILE
di Frosinone.
BANDO.

Il cancelliere del suddetto Tribunale rende noto che all'udienza che terrà lo stesso Tribunale il giorno 14 settembre 1883, alle ore 11 ant., avrà luogo la vendita al pubblico incanto degli immobili in appresso descritti, esecutati ad istanza di Palmigiani Maria vedova Monti, domiciliata in Piperno, rappresentata dal sottoscritto procuratore, ammessa al gratuito patrocinio con decreto 3 dicembre 1876, a danno di Monti Carlo e Tacconi Costantino, quale tutore della minorenne Rosa Monti, di Piperno.

Descrizione degli immobili.

Fondi rustici posti nel comune di Piperno.

1. Terreno seminativo, olivato, in contrada Fontana della Noce, superficie metri quadrati 3780, mappa sez. 2ª, n. 380, gravato del canone enfiteutico di lire 4 57 a favore della Cappella del Principe, stimato lire 255 50.

2. Terreno vignato alle contrade Monte Alcide e Pratonuovo, superficie metri quadrati 8200, mappa sez. 2ª, numeri 1133, 1139, 2012, stimato lire 1140 80.

3. Terreno pascolivo, olivato, in detta contrada Monte Alcide, superficie metri quadrati 2600, mappa sez. 2ª, numero 1506, gravato del canone enfiteutico di lire 4 03 a favore del Demanio dello Stato, stimato lire 411 60.

4. Terreno vignato in contrada San Salvatore, superficie metri quadrati 4720, in mappa sez. 2ª, n. 1982, gravato di annuo canone di lire 10 25 per enfiteusi temporanea a favore del signor Fulgenzio Setacci, stimato lire 769 40.

5. Terreno pascolivo, olivato, in contrada Monte delle Grazie, superficie metri quadrati 2300, mappa sez. 8ª, n. 255, gravato dell'annuo canone di lire 5 78 a favore di Domenico Colaboni per enfiteusi perpetua, stimato lire 279 60.

6. Terreno pascolivo, olivato, in contrada Valle Cugnana, superficie metri quadrati 3920, mappa sez. 6ª, n. 161, stimato lire 467.

Fondi urbani.

7. Casa in via Consolare in Piperno, mappa Città, sezione 1ª, n. 337, civico 24, composta di tre piani con sette vani ed ambienti, stimata lire 4641 62.

8. Cantina o stalla al vicolo Mozzo, sezione Città, n. 373 sub. 1, e civico 2, valutata per estimo lire 636 46.

Condizioni della vendita.

La vendita sarà eseguita sul prezzo di estimo ed in otto lotti pari al numero dei fondi come innanzi disposti, e sempre a corpo e non a misura.

Frosinone, addì 19 luglio 1883.

Il vicecanc. G. Bartoli.

Per estratto conforme da inserirsi,

AVV. GIACINTO SCIFELLI
4299 proc. uff.

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

AVVISO D'ASTA in seguito ad offerta di miglioria per l'appalto dello spaccio all'ingrosso delle privative in Ceccano.

In seguito all'asta tenutasi il dì 17 luglio p. p. in quest'ufficio d'Intendenza, giusta l'avviso pubblicatosi il 25 giugno decorso, essendo stato deliberato l'appalto dello spaccio all'ingrosso delle privative in Ceccano, mediante l'offerto ribasso sulle indennità percentuali da lire 4 40 a lire 3 97 sui sali, e da lira 1 50 a lira 1 34 sui tabacchi, e su queste basi essendosi ottenuto in tempo utile una nuova offerta di ribasso del ventesimo, si fa noto che nel giorno 24 corrente, alle ore 2 pomeridiane, si terranno in questo ufficio nuovi incanti pubblici pel deliberamento definitivo, col sistema dei partiti segreti.

Chiunque pertanto voglia concorrere dovrà, sotto l'osservanza delle condizioni stabilite nel suindicato avviso d'asta 25 giugno p. p., esibire, nel giorno ed ora indicati, l'offerta suggellata portante il ribasso.

L'aggiudicazione avverrà definitivamente verso chi avrà presentata la migliore offerta di ribasso sulle indennità percentuali ora ridotte a lire 3 77 per i sali e lira 1 27 per i tabacchi.

Roma, 2 agosto 1883.

4419 *L'Intendente:* TARCHETTI.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA DELLA FONDERIA DI GENOVA

Avviso d'Asta.

Si notifica che nel giorno 21 agosto 1883, alle ore 3 pom. (tempo medio di Roma), si procederà in Genova, presso la Direzione d'artiglieria della fonderia, via Lagaccio, n. 15, piano terzo, avanti il direttore di detto stabilimento, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto della seguente provvista:

Indicazione degli oggetti	Quantità	PREZZI		Deposito
		Parziali	Totali	
Carbone agglomerato in formelle T.	1200	35 »	42,000 »	4200 »

Tempo e luogo in cui deve essere mandato a compimento l'appalto — Giorni 30 per le prime 300 tonnellate e giorni 150 per il rimanente, in Genova, fonderia Lagaccio.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

Il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente che nel suo partito firmato e suggellato, steso su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunciarsi seduta stante dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali, ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15 decorribili dalle ore 3 pomeridiane del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso un'Intendenza di finanza del Regno, il deposito di cui sopra od in contanti od in rendita del Debito Pubblico al portatore al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui il deposito vien fatto.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali e di Stabilimento dell'arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra e presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione di appalto saranno dalla Direzione convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 10 antimeridiane alle ore 2 3/4 pomeridiane del giorno 21 agosto 1883.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato a Genova, li 31 luglio 1883. Per la Direzione

4370 *Il Segretario:* GARITTA GIUSEPPE.

Intendenza di Finanza della Provincia di Roma

La pensionaria De Dominicis Vincenza, orfana di David, sottotenente uri sedentari, ha dichiarato di aver smarrito il proprio certificato d'inscrizione, portante il numero 55837, per l'annuo assegno di lire 430, e si è obbligata di tenere indenne lo Stato da qualunque danno che potesse derivare al medesimo in seguito alla spedizione di un nuovo certificato.

La pensionaria stessa ha inoltre fatto istanza per ottenere il nuovo certificato d'inscrizione.

Si rende consapevole perciò chiunque vi possa avere interesse che, in seguito alla dichiarazione ed alla obbligazione surriferite, il nuovo certificato d'inscrizione verrà alla suddetta pensionaria rilasciato quando, trascorso un mese dal giorno della pubblicazione del presente avviso, non sia stata presentata opposizione legale a questa Intendenza o al Ministero delle Finanze.

Roma, il 4 agosto 1883.

4373 *Per l'Intendente di finanza:* BALSAMO.

COMITATO PROMOTORE

per una

Filatura di Canape e Lino in Montagnana

AVVISO.

Raggiunto il capitale fissato dall'art. 2 del programma 5 luglio 1883, regolarmente depositato alla cancelleria del Tribunale di Este, per la costituzione della Società anonima *Filatura di Canape e Lino di Montagnana*, sono invitati i sottoscrittori di azioni in numerario a versare i tre decimi in danaro, prescritti dall'art. 131 del Codice di commercio, presso la Banca Nazionale nel Regno, sedi di Milano, Venezia, Padova, Vicenza e Cremona, entro il giorno 22 agosto corrente, facendo pervenire senza ritardo allo scrivente Comitato il certificato dell'eseguito versamento.

Scorso inutilmente detto termine il Comitato si riserva di costringere al versamento i sottoscrittori morosi.

Montagnana, li 3 agosto 1883.

Il Comitato promotore

G. CISCO — F. POMELLO — G. CHINAGLIA — N. GARBIN — G. GIACOMELLI di G. — Q. MORGANTE.

4396

PROVINCIA DI ROMA — CIRCONDARIO DI VELLETRI

Amministrazione Municipale della Città di Sezze

Sabato 18 agosto corrente, dalle ore 9 antim. in poi, in questa casa comunale, avanti il signor sindaco, o chi per lui, col ministero del sottoscritto segretario, avrà luogo la subasta ad estinzione di candela vergine, ed osservate le norme prescritte dal regolamento 4 settembre 1870, num. 5026, sulla Amministrazione del patrimonio dello Stato e sulla Contabilità generale del Regno, per lo

Appalto del dazio di consumo governativo una alle sopratasse di conto comunale per l'anno 1884.

Le subaste seguiranno di quindici in quindici giorni.

Potranno concorrere tutti coloro che avranno fatto un deposito preventivo presso la cassa comunale di lire quattromila, d'aversene ragione cogli ultimi pagamenti dell'affitto stesso senza frutto alcuno, ovvero presenteranno alla stazione appaltante persona solidale avente un estimo catastale non minore di lire quattromila.

Le garanzie come sopra stabilite saranno giustificate con bolletta di ricevuta dell'esattore, se trattasi di deposito, o con certificati censuari ed ipotecari, se trattasi di cauzione sopra fondi.

L'asta sarà aperta sulla somma di lire 18,000 (diciottomila), e sempre che vi sieno almeno due concorrenti, i quali si offrano progressivamente fra di loro centesimi dieci di aumento sopra ogni cento lire della somma innanzi detta.

L'affitto avrà la durata di un anno, cioè dal 1° gennaio al 31 dicembre 1884, ed il dazio verrà riscosso in base della tariffa approvata dal competente Ministero. Però vanno esenti dal dazio i vini che all'epoca della mietitura e trebbiatura i proprietari somministrano ai loro giornalieri o cottimisti.

Tre giorni dopo l'ultimo e definitivo esperimento di asta, il deliberatario dovrà stipulare il relativo contratto, con comminatoria che non presentandosi perde il deposito, mentre se trattasi di sicurtà con fondi sarà soggetto alla multa di lire quatromila.

Il tempo utile a produrre le offerte di aumento non minori del ventesimo scadrà colle ore nove antimeridiane del giorno 3 settembre prossimo.

Le spese del contratto, compreso la tassa di registrazione, bollo, inserzione in Gazzetta ed altro, andranno a carico dell'aggiudicatario definitivo; perciò gli aspiranti all'asta faranno un deposito preventivo nelle mani del sottoscritto segretario responsabile di una somma non minore di lire duecentocinquanta.

L'appaltatore infine dovrà sottostare a tutti gli altri patti e condizioni espressi nel capitolato d'oneri, il quale trovasi ostensibile a tutti nella segreteria del comune nelle ore di ufficio.

Sezze, li 2 agosto 1883.

4383 *Il Segretario municipale:* DOMENICO SANTELLI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE

N. 42. DELLA DIVISIONE DI TORINO (1ª)

Avviso di seconda Asta stante la deserzione della prima *per la provvista periodica del frumento occorrente per l'ordinario servizio del pane nel Panificio militare di Torino.*

Si notifica che nel giorno 14 agosto 1883, alle ore 2 pomerid., avrà luogo presso questa Direzione, via San Francesco da Paola, n. 7, piano primo, avanti il signor direttore, un pubblico incanto per la provvista suddetta, divisa come segue:

Indicazione del magazzino d'introduzione del grano	Quantità in quintali	N. dei lotti	Quantità per cadun lotto *Quintali*	Rate di consegna	Somma per cauzione di ogni lotto
Torino.	12000	120	100	4	L. 200

Termine utile per la consegna. — La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro dieci giorni a partire dal giorno successivo a quello in cui sarà stato dal deliberatario ricevuto avviso in iscritto dell'approvazione del contratto, e le successive consegne dovranno effettuarsi pure in 10 giorni, coll'intervallo però di 10 giorni dopo l'ultimo giorno di tempo utile tra la prima e la seconda rata, e così di seguito sino a totale provvista.

Il frumento dovrà essere nostrale, del raccolto 1883, conforme al campione esistente presso questa Direzione, e dovrà avere tutti i requisiti stabiliti dai capitoli d'oneri (edizione marzo 1882), il peso non minore di chilogrammi 75 per ogni ettolitro.

I capitoli generali e parziali d'appalto, che faranno poi parte integrale del contratto, sono visibili presso questa Direzione e presso tutte le altre Direzioni di Commissariato militare del Regno.

Nell'interesse del servizio, il Ministero della Guerra ha ordinata la riduzione dei fatali, ossia termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo, a giorni cinque, decorribili dalle ore tre pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno del deliberamento.

A termine dell'articolo 88 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, si avverte che in questo nuovo incanto si farà luogo al deliberamento quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento, ed il deliberamento seguirà a favore di colui che nella propria offerta segreta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o pari almeno a quello segnato nella scheda segreta del prefato Ministero.

Per essere ammessi a presentare le loro offerte dovranno gli accorrenti rimettere alla Direzione di Commissariato militare che procede all'appalto la ricevuta comprovante il deposito fatto di un valore corrispondente alla somma di lire duecento per ogni lotto, avvertendo che, ove trattisi di depositi fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato a quello del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Tale deposito potrà soltanto essere fatto nella Tesoreria provinciale di Torino o in quella delle città dove hanno sede le Direzioni e le Sezioni di Commissariato militare.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma bensì presentate a parte.

I partiti prodotti all'incanto dovranno essere in carta filigranata, con bollo ordinario da una lira, firmati e in pieghi suggellati.

Il prezzo offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente l'asta.

Saranno respinte le offerte condizionate. Le offerte per telegramma non saranno ammesse.

Sarà in facoltà degli aspiranti all'impresa di presentare offerte suggellate a tutte le Direzioni o Sezioni di Commissariato militare del Regno, avvertendo però che non sarà tenuto conto di quelle che non giungessero a questa Direzione prima della dichiarata apertura dell'asta, e non fossero accompagnate dalla ricevuta originale od in copia del deposito prescritto a cauzione.

Saranno accettate anche le offerte spedite direttamente per la posta all'ufficio appaltante, purchè giungano in tempo debito e suggellate al seggio d'asta, siano in ogni loro parte regolari, e sia contemporaneamente a mani dell'ufficio appaltante, nel giorno ed ora fissati per l'asta, la prova autentica dell'eseguito deposito.

Gli offerenti che dimorano in luogo dove non vi è alcuna autorità militare dovranno altresì designare una località, sede di una autorità militare, per ivi ricevere le comunicazioni occorrenti durante il corso dell'asta.

Le offerte di coloro che hanno mandato di procura non sono accettate e non hanno valore se i mandatari non esibiscono in originale autentico od in copia autenticata l'atto di procura speciale.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritti di segreteria, di stampa, di pubblicazione degli avvisi d'asta, d'inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Foglio periodico della Regia Prefettura di Torino, di posta, ed altre relative, sono a carico dei deliberatari, come pure sono a loro carico le spese per la tassa di registro, giusta le vigenti leggi.

Sarà pure a loro carico la spesa degli esemplari dei capitoli generali e speciali che si saranno impiegati nella stipulazione dei contratti, e di quelli che esso appaltatore richiedesse.

Torino, addì 4 agosto 1883.

Per la Direzione
Il Capitano Commissario: E. GAZZERA.

4417

P. G. N. 52357. **S. P. Q. R.**

AVVISO DI VIGESIMA. — *Rinnovazione del selciato nella via de' Cerchi e selciatura delle vie di San Giorgio in Velabro, di San Giovanni Decollato e della piazza di Sant'Anastasia.*

Nell'esperimento d'asta praticatosi ieri per l'appalto dei lavori di rinnovazione del selciato nella via de' Cerchi, e della selciatura delle vie di San Giorgio in Velabro, di San Giovanni Decollato e della piazza di Sant'Anastasia, si ottenne il ribasso di centesimi 10 per ogni cento lire sulla prevista somma di lire 25,500.

Ora si fa noto che, stante la decretata abbreviazione dei termini, fino alle ore 11 antim. del giorno di lunedì 13 agosto corrente potranno essere presentate all'on. signor ff. di sindaco, o a chi per esso, le schede per la miglioria di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo della provvisoria aggiudicazione; del che, seduta stante, verrà redatto verbale di aggiudicazione vigesimale, ferme restando tutte le condizioni contenute nell'avviso d'asta del giorno 30 luglio 1883, n. 50712.

Roma, dal Campidoglio, il 7 agosto 1883.

4439 *Il Segretario generale:* A. VALLE.

CASSA DI SOVVENZIONE PER IMPRESE

SOCIETÀ ANONIMA con sede in Genova

Capitale nominale lire 8,000,000 — Capitale versato lire 3,200,000.

I signori azionisti sono convocati in assemblea generale straordinaria che avrà luogo in Genova il giorno 28 corrente agosto, alle ore 2 pomerid., nella sede della Società, via Roma, n. 10, int. 1.

Ordine del giorno:

Nomina di un consigliere d'amministrazione in surroga di altro defunto.

Per poter intervenire all'assemblea occorre fare il deposito, non più tardi del 18 agosto 1883, di almeno 20 azioni:

in **Genova**, presso la sede della Società;

in **Torino**, presso i signori fratelli Nigra, banchieri.

Genova, 3 agosto 1883.

4410 IL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE.

MUNICIPIO DI POZZUOLI

Avviso d'Asta *per miglioramento di ventesimo.*

Essendosi in questo sottoscritto giorno proceduto al primo incanto per lo appalto delle opere occorrenti alla costruzione dell'edificio scolastico, secondo il progetto degli architetti Villari e Giordano, ascendente a base d'asta a lire 129,895 66, vi è rimasto aggiudicatario provvisorio l'appaltatore Volpe Salvatore, col ribasso del 16 per 100.

Ora si notifica che chiunque voglia presentare offerta di ribasso di ventesimo sull'importo netto di lire 109,112 35, dovrà produrla non più tardi del giorno 23 corrente mese, alle ore 10 ant., nella Casa municipale di Pozzuoli.

L'offerta di ventesimo, estesa in carta da bollo da lira 1 20, dovrà essere corredata della cauzione definitiva di lire 13,000 in contanti o cartelle di rendita italiana al portatore al valore corrente, del deposito delle spese d'asta e contratto in lire 2000, salvo conteggio, come pure di un certificato dell'ingegnere capo del Genio civile o del Municipio di Napoli, constatante che il ricorrente è onesto e capace nel suo mestiere, e tale da poter bene eseguire i lavori dati in appalto. Il certificato dovrà portare la data non anteriore di tre mesi.

L'intera opera dovrà completarsi nel termine di anni due dall'approvazione, ed i lavori dovranno principiare fra giorni quindici dalla consegna dei suoli.

L'importo dei lavori, dedotto il ribasso d'asta, sarà pagato a misura dei certificati degli architetti direttori, non minori di lire 20,000, netti della ritenuta del 20 0/0, ritenuta pagabile dopo il collaudo e misura finale.

È riserbata l'approvazione superiore.

Il capitolato speciale di appalto è visibile tutti i giorni nella segreteria del Municipio.

Dato dal Municipio, li 6 agosto 1883.

Visto — *Il Sindaco:* G. DE FRAIA.

4413 *Il Segretario municipale:* P. SOMMELLA.

LA PROVINCIALE

Società di mutua assicurazione contro gl'Incendi

Sede sociale in Cuneo.

Il Consiglio d'amministrazione in sua seduta del 16 luglio scorso ha deliberato che l'assemblea generale dei soci abbia a convocarsi in via di urgenza pel giorno 12 andante in Pavia, ore 10 ant., presso quella Direzione divisionale situata in via Bordoni, n. 6, p. p., allo scopo di passare alla discussione del seguente

Ordine del giorno:

1. Nomina di sindaci;
2. Nomina di consiglieri;
3. Approvazione del bilancio consuntivo 1882;
4. Emergenze diverse.

Cuneo, li 6 agosto 1883.

4434 LA DIREZIONE.

GENIO MILITARE

Direzione straordinaria di Spezia pei lavori della Regia Marina

Avviso d'Asta (N. 13).

Si fa noto che nel giorno 18 agosto 1883, alle ore 10 ant., si procederà in Spezia, nel locale della Direzione predetta, posto al 2° piano della casa già Samengo in via di Circonvallazione, n. 4, avanti il signor direttore del Genio militare pei lavori della Regia Marina, a pubblico incanto a partiti segreti, per lo

Appalto della costruzione di due nuove sale per le riunioni e per lo studio unico, nella R. Accademia navale in Livorno, per l'importo di lire 133,000 (centotrentatremila).

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta, nel locale suddetto, in tutti i giorni nelle ore d'ufficio.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunciarsi, seduta stante, dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali per il ribasso del ventesimo, ossia il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 5 (cinque), decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento; essi scadranno a mezzodì del giorno 23 agosto 1883.

Gli aspiranti all'appalto, per essere ammessi a presentare i loro partiti, dovranno esibire il documento comprovante di aver fatto in una delle Intendenze di finanza delle provincie di Genova, Alessandria, Torino, Milano, Livorno, Piacenza, Bologna, Firenze, Roma, un deposito di lire 13,300 in contanti, od in titoli di rendita pubblica dello Stato, al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene operato il deposito.

Essi dovranno inoltre produrre:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati;

b) Un attestato di persona dell'arte, avente la data non anteriore di due mesi, il quale valga ad assicurare che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti di appalto di opere pubbliche o private, e sia confermato da un direttore del Genio militare.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati alle Direzioni territoriali dell'arma di Genova, Alessandria, Torino, Milano, Piacenza, Bologna, Firenze e Roma; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra, e presentata la ricevuta del medesimo, e se non saranno accompagnati dal certificato ed attestato predetti.

I documenti comprovanti il deposito fatto da esibirsi alla Direzione in cui ha luogo l'appalto, ed il certificato ed attestato predetti dovranno essere presentati prima delle ore 5 pom. del precedente giorno 17 agosto 1883.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira (carta bollata), e quelli che contengano riserve o condizioni.

Il deposito definitivo a garanzia dell'esatto adempimento degli obblighi contrattuali è stabilito nella somma di lire 13,300, come sopra.

Le spese d'asta, bollo, registro, copie, stampa, diritti di segreteria ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Spezia, li 4 agosto 1883.

Per la Direzione
Il Segretario: A. ROSSI

4385

Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio

DIREZIONE DELL'ECONOMATO GENERALE

Avviso d'Asta.

Essendo andata deserta l'asta tenuta in questo giorno, si fa noto che nel di 16 corrente mese, alle ore 12 meridiane, nel locale del Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio, via della Stamperia, n. 11, alla presenza del direttore generale dell'Economato, o di chi per esso, si terrà col metodo delle schede segrete, secondo il regolamento di Contabilità generale dello Stato, un secondo incanto per l'aggiudicazione dei lavori occorrenti per la riduzione e restauro dei locali al quinto piano del palazzo del Collegio Romano, pel nuovo Museo Copernicano, presso l'ufficio centrale di meteorologia; nel quale incanto si procederà all'aggiudicazione quand'anche non siavi che un solo concorrente.

Condizioni principali dell'appalto:

1. Per l'esecuzione del contratto è prevista la spesa di lire 9550, dalla quale somma sarà dedotto il ribasso che si conseguirà all'asta.

2. Il contratto avrà principio dopo l'approvazione Ministeriale debitamente registrata alla Corte dei conti, ed avvenuta la consegna dei lavori, giusta il capitolato d'appalto.

3. A garanzia dell'esecuzione del contratto il deliberatario dovrà depositare nella Cassa dei Depositi e Prestiti a titolo di cauzione la somma di lire 1000.

Questa cauzione se in valori del Debito Pubblico sarà ragguagliata al corso della Borsa di Roma del giorno dell'aggiudicazione definitiva.

4. I concorrenti all'appalto presenteranno a colui che presiederà all'asta una istanza d'ammissione in carta bollata di una lira. A tale istanza dovranno unire un attestato d'un ingegnere vistato dal prefetto o sottoprefetto, di data non oltre ai sei mesi, il quale assicuri che l'aspirante, ovvero la persona incaricata di dirigere sotto la di lui responsabilità ed in di lui vece i lavori, abbia le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori da appaltarsi.

5. All'istanza sarà unita l'offerta stesa su carta bollata da una lira ed in piego sigillato.

L'offerta dovrà portare un tanto per cento di ribasso complessivo sul prezzo dell'appalto.

L'offerta condizionata non sarà presa in considerazione.

6. I concorrenti ammessi all'asta nel presentare la loro offerta dovranno depositare in mano del funzionario che presiede agli incanti la somma di lire 500, a titolo di cauzione provvisoria.

Il deposito del deliberatario resterà presso l'Amministrazione a garanzia dell'aggiudicazione.

I depositi degli altri concorrenti saranno restituiti appena chiusa l'asta.

7. Saranno esclusi dal concorso coloro che nell'esecuzione di altri contratti non abbiano corrisposto con lealtà e diligenza agli impegni assunti verso la pubblica Amministrazione, nonchè coloro che in occasione di pubblici incanti siano incorsi nei reati previsti dagli articoli 402 e 403 del Codice penale.

8. Il termine utile per la presentazione delle offerte di ribasso, non inferiori al ventesimo del prezzo di primo deliberamento, scadrà a mezzogiorno preciso del giorno 28 agosto corr., come sarà significato con apposito avviso d'asta.

9. Coloro che volessero concorrere all'offerta di ventesimo, e non fossero già precedentemente stati ammessi al primo incanto, presenteranno i documenti di cui agli articoli 4 e 6 insieme alla loro offerta di ventesimo, nel termine utile stabilito.

10. Entro tre giorni dal deliberamento definitivo, l'aggiudicatario dovrà presentarsi all'Economato generale per la stipulazione del contratto. Incorrerà nella perdita della cauzione il deliberatario che non si presentasse o si rifiutasse alla stipulazione del contratto.

11. L'Amministrazione, tanto nell'atto di deliberamento quanto nel contratto definitivo e durante la esecuzione dei lavori, non riconosce che un solo deliberatario per tutti gli atti ed operazioni dipendenti dall'appalto.

12. Per l'esecuzione del contratto l'appaltatore dovrà eleggere il suo domicilio in Roma, presso un uffizio pubblico, o presso persona determinata.

Tutte le intimazioni, gli assegnamenti di termini ed ogni altra notificazione in relazione al contratto potranno essere fatte sia alla persona dell'appaltatore od alla persona che lo rappresenta nella esecuzione dei lavori, sia al domicilio eletto.

13. Sono a carico del deliberatario le spese degli avvisi d'asta e di pubblicazione, di registro e bollo, di copie del contratto per uso degli uffizi, nonchè le spese stabilite con la legge 13 settembre 1876, numero 2086 (Serie seconda).

14. Il capitolato d'oneri, secondo il quale si eseguirà l'appalto, e le tariffe relative, sono ostensibili a tutti, durante le ore d'uffizio, nella segreteria dell'Economato generale in Roma, via della Stamperia, n. 11.

Roma, li 6 agosto 1883.

4418 *Per l'Economato generale:* C. BARBARISI.

CAMERANO NATALE, *Gerente*. | ROMA — Tip. della GAZZETTA UFFICIALE.